

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Préface à l'édition de 2008

Avec les campagnes sur la prétendue “faillite du communisme” qui ont suivi l’effondrement du bloc de l’Est en 1989, la classe dominante a réussi à infliger un profond recul à la conscience du prolétariat. Un recul qui a permis aux syndicats de récupérer un certain crédit aux yeux de la classe ouvrière, crédit qu’ils avaient largement perdu au cours des années 70/80 du fait des sabotages des luttes. C’est pour cela que de 1989 jusqu’au début des années 2000, les luttes ouvrières ont été affaiblies et ont révélé une perte de confiance du prolétariat en ses propres forces. Pendant plus de dix ans, les syndicats officiels ont occupé tout le devant de la scène et sont parvenus à empêcher la combativité ouvrière de se manifester massivement, ou ont mobilisé un grand nombre de travailleurs dans des impasses comme ce fut notamment le cas en France à l’automne 1995.

Mais depuis 2003, partout dans le monde, l’accélération de la crise et des attaques économiques (licenciements, suppressions de postes, attaques contre les retraites, etc.) est venue balayer tous les discours mensongers sur la victoire de la “démocratie” et sur l’ère de prospérité annoncée avec la chute des régimes staliniens. De nouveau, la classe ouvrière a repris le chemin de la lutte. Partout, dans la majorité des pays d’Europe comme sur les autres continents, les prolétaires manifestent leur détermination à défendre leurs conditions de vie. Depuis le début de cette décennie, les luttes ouvrières qui ont explosé en France, en Allemagne, en Espagne, aux États-Unis, en Égypte et dans de nombreux autres pays ont été caractérisées par une recherche de la solidarité entre les secteurs et entre les générations, obligeant les syndicats à se radicaliser pour ne pas être débordés. L’ouverture d’une nouvelle dynamique vers des affrontements de classe de plus en plus massifs, de même que la recherche de la solidarité active au sein de la classe ouvrière, ne peut que pousser la bourgeoisie à adapter son appareil d’encadrement à la nouvelle situation. Face à la tendance au discrédit croissant des syndicats officiels (comme on l’a vu par exemple lors des grèves de l’automne 2007 en France), la classe dominante va de plus en plus mettre en avant son arme pernicieuse du syndicalisme de “base” ou “de combat”, comme elle l’avait fait au milieu et à la fin des années 1980. À côté des syndicats officiels, ce sont de nouveaux syndicats, plus “radicaux”, qui vont tendre de plus en plus à apparaître ou à se développer, de même que de nouveaux organes para-syndicaux “alternatifs” comme les “coordinations” qu’on avait vu fleurir dans la seconde moitié des années 1980. La stratégie que ces nouvelles formes de syndicalisme vont être amenées à déployer consistera à prendre les devants, à arracher aux prolétaires toute initiative notamment en récupérant, pour mieux les dévoyer et les dénaturer, toutes les tentatives d’extension des luttes, toutes les manifestations de solidarité ouvrière.

Cette brochure, éditée pour la première fois en 1974, montre comment les syndicats sont devenus depuis le début du xx^e siècle des instruments de l’État bourgeois contre le développement des luttes ouvrières. Elle souligne la nécessité pour le prolétariat de prendre lui-même ses luttes en main afin de briser le carcan du corporatisme et de toutes les divisions entretenues par l’idéologie du syndicalisme sous toutes ses formes.

Juillet 2008

Introduction

Il y a un siècle, les ouvriers se battaient dans les rues pour imposer à la classe dominante le droit d’existence de leurs organisations syndicales. Aujourd’hui, les gouvernements de la classe dominante se

battent pour que les ouvriers en lutte ne débordent pas les appareils syndicaux et cessent de désertir ces organisations.

- Les syndicats sont-ils encore aujourd'hui des organisations qui défendent les intérêts de la classe ouvrière ?
- Le syndicalisme permet-il à notre époque d'empêcher ou même de limiter l'attaque permanente contre les conditions d'existence des travailleurs
- Quel est l'avenir de la lutte ouvrière ?
- Comment lutter ?

C'est à ces questions que s'attache à répondre cette brochure, parue pour la première fois en 1974. Ces réponses peuvent être résumées de la façon suivante.

Depuis la Première Guerre Mondiale, les syndicats sont devenus des rouages de l'appareil d'État capitaliste. La forme d'organisation syndicale correspondait à la période du capitalisme florissant, historiquement ascendant de la deuxième moitié du XIXe siècle. À cette époque, le capitalisme était capable d'accorder de véritables réformes, durables, en faveur de la classe ouvrière. Le prolétariat pouvait s'unifier autour de la lutte pour des réformes (syndicalisme, parlementarisme). Par contre, dans le capitalisme décadent, le capitalisme des 70 dernières années -dont 30 de crise économique et 10 de guerre mondiale, sans compter l'existence permanente de guerres localisées- le capital a poussé l'exploitation, la misère, la barbarie, l'aliénation de la vie jusqu'à ses dernières limites. Le capitalisme n'est plus réformable.

Pour survivre au capitalisme, incapable de donner une économie est contraint d'imposer une domination toujours plus totalitaire : l'État est devenu une sorte de pieuvre gigantesque qui absorbe et contrôle toute parcelle de la vie sociale. Sous sa forme "démocratique", comme dans les pays industrialisés d'Occident, sous la forme "bureaucratique", comme dans les pays de l'Est, ou sous sa forme militaire, comme dans la plupart des pays sous-développés, le capitalisme décadent est essentiellement un capitalisme d'États

Dans ces conditions, l'efficacité d'une lutte ouvrière dépend directement de sa capacité d'imposer un rapport de forces suffisant à l'État capitaliste, de sa capacité d'assumer son contenu politique, d'affirmer de façon intransigeante ses propres intérêts contre ceux de la logique capitaliste du profit.

De ce fait, la recherche de l'extension constitue la principale dynamique d'une lutte ouvrière forte. Seul le développement du nombre et de l'unité des forces prolétariennes au combat peut imposer, ne fut-ce que momentanément, un rapport de forces capable de contraindre l'État à reculer et de mettre en question la logique absurde et barbare du capital en crise.

Le type de lutte syndicale, qui sépare l'économique du politique, qui accepte de contenir la lutte ouvrière dans le carcan de la logique économique capitaliste, qui organise les ouvriers par secteurs, branches et nations, est à notre époque, totalement inadapté et néfaste pour le prolétariat. Le syndicalisme ne renforce plus la classe ouvrière : il la divise et la condamne à l'impasse.

La perspective de la lutte ouvrière est d'assumer de plus en plus son véritable contenu anti-capitaliste, en affirmant son caractère de classe et donc son unité comme telle, brisant toutes les barrières corporatistes, sectorielles, raciales, nationales... syndicales.

Pour cela, elle ne peut faire confiance à des organisations syndicales, quelque soit le langage "radical" que celles-ci puissent tenir. C'est l'ensemble des travailleurs en lutte qui doit organiser et diriger son combat.

Maintien intransigeant sur le terrain de la défense de ses intérêts de classe, extension de la lutte, auto-organisation, ce sont là les armes principales de toute lutte ouvrière conséquente dans le capitalisme décadent.

L'avenir de la lutte ouvrière est celui d'affrontements de plus en plus globaux et généralisés avec tous les défenseurs de l'ordre établi. Ces affrontements finiront par poser de plus en plus clairement la question de fond : enfoncement dans la barbarie capitaliste ou révolution ouvrière.

O o O

Tel est l'essentiel du contenu de cette brochure. Mais, depuis 1974, date de sa première parution, ces analyses se sont-elles confirmées. La fin des années 70 et le début des années 80 ont-ils démenti ces réponses ?

En réalité ces années, et plus particulièrement les années 80 - "années de vérité" - révèlent au grand jour les contradictions profondes qui travaillent les entrailles de la société depuis plus d'un demi-siècle de décadence du système social dominant.

L'approfondissement et la généralisation de la crise économique capitaliste n'a fait qu'exacerber l'antagonisme entre les deux classes principales de la société : le prolétariat et la bourgeoisie; la crise rend toujours plus évidente l'irréconciliabilité absolue entre la logique de l'économie capitaliste et les besoins des masses ouvrières... et de l'ensemble de l'humanité.

Tous les éléments de la réalité, toutes les tendances essentielles du capitalisme décadent et de la lutte de classes qui fondent les analyses de cette brochure se sont confirmés et se confirment pleinement. Dans les années 80, apparaît toujours plus clairement, à quiconque accepte d'observer la réalité en face :

- l'impossibilité de réformer le capitalisme au profit de la classe ouvrière - la nécessité d'une riposte ouvrière, radicale, politique et massive
- l'intégration des syndicats à l'État capitaliste
- l'impossibilité d'un bon syndicalisme
- la responsabilité historique de la classe ouvrière face à l'avenir de l'humanité.

Considérons chacun de ces points, face à l'expérience pratique de la lutte de classe de ces dernières années.

I. L'IMPOSSIBILITÉ DE REFORMER LE CAPITALISME AU PROFIT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les années 80 s'inscrivent dans le cadre d'un système économique historiquement décadent et barbare depuis plus d'un demi-siècle. Mais au sein de cette décadence, ces années se situent dans un moment d'intense accélération de la crise économique dans laquelle se débat le capitalisme depuis la fin des années 60, depuis la fin de la période de reconstruction qui suivit la deuxième Guerre Mondiale.

Depuis près d'un demi siècle, le capitalisme a eu recours pour survivre, à toute sorte de manipulations monétaires et financières, détruisant pour cela des piliers du système aussi importants que la stabilité du système monétaire international, ou l'équilibre des finances publiques des nations, et se jetant dans une fuite en avant par des politiques de crédit qui ne "résolvent" dans l'immédiat des problèmes que pour les reposer peu de temps après, avec une gravité décuplée. C'est ainsi qu'au milieu des années 80, le capitalisme se trouve confronté à la plus profonde et étendue crise économique de son histoire.

La paupérisation absolue

Pour la classe ouvrière, ce n'est plus à l'impossibilité d'arracher des améliorations durables de ses conditions d'existence qu'elle se heurte. Le prolétariat mondial subit de la part du capital l'attaque la plus violente, la plus systématique, la plus généralisée. C'est le minimum social nécessaire pour subsister qui est mis en question. Ce n'est plus seulement un accroissement de l'exploitation qu'il doit combattre mais la perte du peu qu'il croyait "acquis", la menace de la paupérisation absolue. La machine capitaliste s'enraye. Ce n'est plus seulement qu'elle ne parvient pas à intégrer de nouveaux prolétaires au rythme de croissance de la population, comme c'est le cas depuis des décennies dans le tiers-monde. Désormais, elle recrache dans la rue, dans la misère, des masses croissantes de prolétaires dont elle n'a plus la capacité d'extirper du surtravail, du profit, aussi bien dans les pays sous-développés que dans les métropoles industrielles.

Dans les pays développés, le chômage connaît un développement généralisé dont la principale caractéristique est d'être de plus en plus rapide. En Europe occidentale, le plus grand centre industriel de la planète, le nombre de chômeurs reconnu par les statistiques officielles est passé entre 1970 et 1980 de 5 à 11 millions. Il a doublé en 10 ans. Mais, dans les années 80, il a suffi de 5 ans pour qu'il double à nouveau pour atteindre 20 millions à la fin de 1984. Dans l'ensemble constitué par les pays industrialisés du bloc US, le nombre de chômeurs dépasse à cette date les 32 millions... et les gouvernements ne cessent

d'annoncer tous les jours de nouveaux licenciements.

Pendant les années de reconstruction, et même en partie pendant les années 70, la plupart des chômeurs des pays les plus industrialisés d'Europe recevaient des allocations. Mais, dans les années 80, les États en faillite se déclarent de plus en plus incapables de subvenir aux besoins de tous ceux, trop nombreux, que le capital jette à la rue ou qu'il n'a jamais eu la capacité d'intégrer au processus de production. Des millions de prolétaires sont condamnés à la misère la plus totale, à la paupérisation absolue. Les "soupes populaires" font leur réapparition dans des villes comme Paris !

Mais le chômage ne touche pas que les chômeurs : pour ceux qui "ont encore la chance d'avoir un emploi", la menace du chômage constitue un chantage, un véritable fusil dans le dos. Les salaires réels ne cessent de baisser en même temps qu'un nombre toujours plus grand de familles ouvrières ont des chômeurs à charge (conjoint, jeunes), ce qui revient à une diminution de revenus avec un plus grand nombre de bouches à nourrir.

Quant à ce qu'on appelle le "salaire social", c'est à dire ce que l'État paie sous forme de services tels que la santé, l'éducation, les allocations familiales, etc. ... il subit lui aussi des coupes sombres. C'est ce que les médias appellent cyniquement "la fin de l'État providence".

La barbarie

S'il fallait résumer en deux chiffres l'actuelle accélération de la décadence historique du capitalisme, il suffirait de dire qu'au milieu des années 80, il meurt de faim dans le monde plus de trente millions de personnes par an (plus que pendant les quatre années de la Première Guerre Mondiale !) alors que les dépenses militaires mondiales dépassent largement un million de dollars par minute une somme qui permettrait non pas d'atténuer le problème de la faim, mais de l'éliminer.

Pendant ce temps, la production de biens de subsistance dans tous les pays est diminuée pour cause de... surproduction.

Non, les dix dernières années n'ont pas infirmé cette idée de base de la brochure suivant laquelle il n'est pas possible de réformer le capitalisme ou d'en arracher des réformes durables au profit des exploités.

Au contraire, c'est de plus en plus clairement qu'apparaît l'irréconciliable totale qui oppose la logique des lois économiques capitalistes datant du XVI^e siècle et les intérêts les plus élémentaires de la classe travailleuse.

De façon croissante, la survie du capitalisme entraîne la paupérisation absolue des prolétaires; de plus en plus, la survie même des prolétaires exige de ceux-ci de porter leur lutte de classe à des niveaux de plus en plus globaux, unitaires, radicaux.

Seule la perspective d'une lutte politique de masse ouvre une perspective au prolétariat.

II. LA NÉCESSITÉ D'UNE RIPOSTE OUVRIÈRE, RADICALE, POLITIQUE ET MASSIVE

L'expérience de la lutte de classes des dix dernières années a-t-elle confirmé la nécessité, mais aussi la possibilité d'une telle riposte de la classe ouvrière ?

En dernière instance, la seule réponse qui permettra au prolétariat d'arrêter réellement et définitivement la machine qui le broie et l'opprime chaque jour plus, ce sera une révolution sociale totale : la destruction de la machine d'exploitation elle-même, l'instauration de nouveaux rapports sociaux fondés sur l'orientation de la production non plus en fonction du profit et de l'accumulation de capital, mais en fonction exclusivement des besoins humains. Au bout du compte, il n'y a pas d'autre issue.

Est-ce à dire que d'ici là, les prolétaires n'ont plus qu'à subir passivement la destruction quotidienne de leur existence, en attendant "l'aube du grand soir" ? Une telle conclusion, typique des prétendus révolutionnaires a la phrase radicale et "moderniste" (pour qui Marx est "dépassé"), traduit aussi bien une idée totalement creuse de la Révolution qu'un mépris sans bornes du mouvement réel du combat

prolétarien.

Tout d'abord, comment une classe qui n'a pas appris à se battre, qui n'a ni la force, ni la volonté de se défendre lorsqu'elle est attaquée, pourrait un jour trouver la force et la volonté de se jeter dans le feu d'une révolution et de la mener jusqu'à son triomphe ? La révolution ne "remplace" pas la résistance quotidienne de la classe exploitée : elle en est l'aboutissement logique. La lutte de classe quotidienne est la seule école de guerre dont dispose la classe révolutionnaire.

Ensuite, l'impossibilité pour le capitalisme de revenir à une situation de prospérité historique, la concentration de tous les pouvoirs aux mains de la machine d'État, le renforcement des moyens de répression, n'implique pas que toute lutte de résistance ouvrière est vouée à l'échec. Ce qu'il en découle, c'est que pour aboutir à un résultat positif, toute lutte ouvrière doit se donner des moyens adaptés aux temps et aux conditions historiques présentes.

Que peut faire la classe ouvrière pour limiter et faire reculer, au moins momentanément, l'offensive de la bourgeoisie

La classe dominante ne recule que si elle est confrontée à un rapport de forces tel qu'elle ne puisse faire autrement sans risquer de déstabiliser dangereusement son pouvoir politique. La réalité des dix dernières années met en évidence que, plus que jamais, le seul langage possible entre les deux classes antagonistes de la société, c'est celui de la force, de la violence de classe.

Ce rapport de forces, le prolétariat ne peut l'établir qu'en :

- refusant toute attitude de passivité résignée
- se donnant les moyens d'unifier ses forces par delà toutes les catégories professionnelles, raciales ou nationales
- en portant son combat directement contre le centre du pouvoir de la classe dominante : l'État et son gouvernement
- en concevant sa lutte comme un combat de classe contre classe, assumant la défense de ses intérêts propres contre la logique économique du système.

L'expérience des luttes ouvrières des 10 dernières années confirme cette réalité pleinement. Il y a échec ou demi-échec des luttes lorsqu'elles ne parviennent ni à s'étendre, ni à se radicaliser; il y a succès lorsqu'au contraire, la lutte sait s'étendre, se doter d'un cadre d'organisation unitaire, autonome, coordonné et centralisé et- demeurer ferme sur son terrain de classe en affirmant clairement son caractère ouvrier, sachant mettre en avant dans le mouvement des revendications communes et unitaires (Pologne 1980).

Dix ans de luttes.

Depuis la première parution de cette brochure, la lutte de classes a connu des périodes de plus ou moins grande intensité dans un cours historique général de développement de la lutte ouvrière au niveau international. Après la vague de luttes ouvrières ouverte par la grève de 1968 en France et qui a successivement ébranlé l'Italie (automne 69), la Pologne (1970), puis l'ensemble des pays industrialisés et sous-développés jusqu'en 1974-75 ; après une pause relative des luttes au niveau international -exception faite de l'Espagne en 76-77- on peut assez clairement reconnaître dans la période qui va de 78 à 85 deux périodes où la combativité ouverte de la classe s'est plus fortement manifestée au niveau mondial.

Une qui commence en 1978 (grève des mineurs aux États-unis) et se concrétise par des luttes particulièrement significatives aussi bien dans le tiers-monde (sidérurgistes du Brésil, par exemple) qu'au coeur de l'Europe industrielle : hospitaliers en Italie, sidérurgistes en France, (Longwy et Denain début 1979), les travailleurs du port de Rotterdam (automne 79), les camionneurs, le secteur public et surtout les sidérurgistes en Grande-Bretagne (1980). Elle culmine dans la magnifique grève de masses des travailleurs polonais qui éclate en août 1980.

Une deuxième vague de luttes s'ouvre à l'automne 1983 avec la grève du secteur public en Belgique. Depuis cette date, grèves et mouvements de classes se sont multipliés dans le monde entier : des États-unis à l'Inde, du Pérou à l'Afrique du Sud. Entre l'automne 83 et la fin 84, en ne tenant compte que des

mouvements les plus significatifs contre les licenciements et l'attaque des salaires en Europe occidentale, les grèves ont touché, en Belgique, le secteur public, les mines; en Hollande, le secteur public, les docks de Rotterdam ; en Allemagne Fédérale, les chantiers navals,

l'imprimerie, la métallurgie ; en Grande-Bretagne, les mines de charbon, les docks, l'automobile; en France, contre la gauche au gouvernement, l'automobile, la sidérurgie, les mines; en Espagne, la sidérurgie, les chantiers navals. Ces grèves auxquelles s'ajoute une kyrielle d'autres manifestations de la lutte dans ces mêmes pays, dans d'autres pays et dans d'autres secteurs industriels, se poursuivent.

Elles constituent le début d'une nouvelle vague de luttes ouvrières, vague dont la principale caractéristique est une simultanéité internationale sans précédent.

La possibilité de l'extension

De tous ces moments du combat prolétarien, celui des luttes en Pologne a constitué l'exemple le plus clair et significatif de l'idée que seule une riposte radicale, politique et massive de la classe ouvrière peut aujourd'hui faire reculer la classe dominante et son État.

Une lutte radicale, c'est à dire une lutte qui va à la racine des choses. La lutte des ouvriers en Pologne s'est affirmée dès le départ en opposition radicale aux "impératifs de la sauvegarde de l'économie nationale". Aux discours du gouvernement imposant des augmentations des prix des biens de consommation, au nom des intérêts de l'économie nationale, effectivement en faillite du point de vue des lois économiques capitalistes les ouvriers ont répondu en substance par le langage de la pratique : "La logique économique qui privilégie l'accumulation de profit, la production massive d'armement et l'entretien des privilèges des bureaucrates de la classe dominante, ce n'est pas notre logique. Nous exigeons la satisfaction de toutes nos revendications !". Par leur fermeté, par leur intransigeance et leur détermination dans la défense de leurs intérêts, les ouvriers polonais mettaient, dans les faits, en question les "sacro-saintes lois de l'économie nationale. Telle était leur première force.

Une lutte politique et massive. Mais la classe ouvrière ne peut envisager de se situer en dehors et contre la logique du système économique dominant, elle ne peut tenir tête et contraindre les gouvernements à renoncer à agir brutalement contre les intérêts des masses exploitées, sans s'unifier sans rendre effective sa principale force : le nombre. Les ouvriers polonais ont su s'organiser et unifier leur lutte en une grève de masses avec une rapidité et une efficacité extraordinaire. En quelques jours, les ouvriers de toute la région de la Baltique ont su, par eux-mêmes, sans syndicats, s'organiser en assemblées coordonnées et centralisées par des comités élus et révocables. En peu de temps, ils ont étendu leur combat à l'ensemble de la classe ouvrière du pays. Des millions de prolétaires unifiés ont ainsi créé un rapport de forces capable de faire plier le gouvernement sous leur pression.

Quelles que soient les difficultés que connut par la suite le prolétariat en Pologne, difficultés dues essentiellement à son isolement international et au travail de Solidarnosc[1], les leçons positives de ce qui fut le moment le plus élevé de la vague internationale de 78-81 restent parfaitement valables : seule une riposte radicale, politique et massive peut faire reculer les gouvernements du capitalisme en crise.

La nécessité de l'extension

L'affaiblissement du prolétariat polonais lorsqu'il abandonna son auto-organisation au profit de l'encadrement de l'appareil syndical (les MKZ, comités inter-entreprises devenant des MKS, sections du syndicat Solidarnosc) affaiblissement qui rendit possible le coup de force de Jaruzelski le 13 décembre 1981, ainsi que les échecs ou semi échecs de la plupart des luttes ouvrières dans les pays occidentaux qui ne sont pas parvenues à s'étendre massivement et à constituer une force de pression politique contre l'État, confirment, par la négative, ces mêmes leçons.

La grève des mineurs britanniques en 84-85, malgré l'importance des effectifs en lutte, s'est essoufflée par le fait -que la lutte n'est pas parvenue à s'étendre durablement aux autres secteurs de la classe ouvrière -bien que les manifestations de solidarité active aient été nombreuses (grèves des dockers, participation de

chômeurs).

Une lutte qui ne parvient pas à s'étendre est condamnée à l'échec.

Les conditions d'une réelle extension

Dans la Revue Internationale n°38 (3ème trimestre 1984), nous écrivions, à propos des luttes en Europe occidentale

"Jusqu'à présent, le prolétariat n'a pu étendre, coordonner, et encore moins généraliser son combat. Tant que les ouvriers n'arriveront pas à disputer le contrôle de leurs luttes aux syndicats, tant qu'ils ne réussiront pas à les prendre en main eux-mêmes, tant qu'ils n'affronteront pas les syndicats sur les buts et le contrôle des luttes, ils ne pourront organiser l'extension. C'est dire l'importance de l'auto-organisation pour répondre aux besoins immédiats, premiers de chaque lutte aujourd'hui".

"C'est aux assemblées générales de décider et d'organiser l'extension et la coordination. Ce sont elles qui se déplacent si elles le peuvent, qui envoient des délégations massives ou des délégués appeler, à la grève dans les autres usines. Ce sont elles qui nomment et révoquent à tout moment si besoin est, les délégués. Or, jusqu'à présent, la bourgeoisie a réussi à vider de leur contenu toute les assemblées qui ont existé."

"Sans auto-organisation, sans assemblées générales, il ne peut y avoir de véritable extension, et encore moins de généralisation internationale du combat de classe. Mais sans cette extension, les rares exemples d'auto-organisation, d'assemblées générales en Belgique, en France, en Espagne, perdent de leur fonction et de leur contenu prolétariens et laissent ainsi la bourgeoisie et ses syndicats occuper le terrain. Les ouvriers sont en train de comprendre que l'organisation de l'extension ne se fera qu'au prix du combat contre le syndicalisme".

(R. L. "Simultanéité des grèves ouvrières : quelles perspectives ?).

Telle est la première condition d'une réelle extension des luttes, que les travailleurs et leurs assemblées gardent le contrôle et la direction réelle de cette extension.

Deux autres conditions importantes doivent être soulignées - la priorité du caractère "horizontal" d'une réelle extension - l'importance de la lutte des chômeurs dans tout mouvement d'extension.

Lorsque les travailleurs d'une usine partent en lutte, il peut sembler "naturel" que tout effort d'extension soit orienté vers les autres usines de la même entreprise ou secteur. (Extension "verticale"). Cependant, l'expérience montre qu'une telle orientation n'aboutit en général qu'à isoler la lutte dans une problématique corporatiste ou sectorielle qui affaiblit le mouvement au lieu de l'orienter vers un combat en termes de classe, de masses. La recherche de l'extension "horizontale", c'est à dire vers les centres de production les plus proches géographiquement, les plus combattifs et déterminants politiquement, constitue par contre un renforcement immédiat de la lutte et représente une menace, une MM beaucoup plus puissante contre la classe dominante. C'est pourquoi, elle doit constituer une priorité. La généralisation de la crise économique, en tendant à égaliser par le bas les conditions de vie de tous les secteurs de la classe ouvrière, crée les conditions de cette forme d'extension.

Mais la crise économique a surtout développé le chômage, comme menace pour ceux qui travaillent -des chômeurs potentiels- et comme condition de vie pour des millions de prolétaires. La recherche de l'extension d'une lutte, c'est d'abord la recherche de l'unité entre ouvriers au travail et ouvriers au chômage.

La lutte de cette partie de la classe ouvrière que constituent les chômeurs représentera, en se développant, un puissant facteur d'accélération de l'unité et de la force de la classe. Par le fait qu'ils ne sont pas rattachés à telle ou telle entreprise ou secteur productif, les chômeurs en lutte sont un facteur actif contre les divisions corporatistes et pour l'unification du combat de classe. Par le fait qu'ils dépendent pour survivre directement de l'action de l'État, les chômeurs sont contraints de poser immédiatement la lutte au niveau politique. Par le fait de la gravité et du manque de perspectives de leur existence même dans le capitalisme en crise mortelle, ils sont amenés à concevoir la lutte contre la logique capitaliste dans ses termes les plus

fondamentaux.

Le problème du chômage et la lutte des chômeurs constitueront des facteurs de radicalisation, d'extension et de dynamisation du combat de classe. A condition que les syndicats ne parviennent pas à stériliser l'action des chômeurs par leur encadrement dans des organismes spéciaux du type "syndicat de chômeurs", "associations de pauvres", etc. ...

Car si les dix dernières années ont mis en évidence la nécessité et la possibilité de porter la lutte ouvrière à des niveaux d'extension et d'unification à la mesure des conditions historiques, elles ont aussi confirmé que les syndicats sont devenus partie intégrante des rouages de l'État capitaliste et qu'il n'y aura pas de lutte ouvrière conséquente sans affrontement avec eux.

III. L'INTÉGRATION DES SYNDICATS A L'ÉTAT CAPITALISTE

Depuis la date de la première parution de cette brochure, un phénomène s'est généralisé dans les pays industrialisés du bloc occidental : les ouvriers désertent les organisations syndicales.

Comment comprendre que les ouvriers abandonnent ces organisations, supposées les défendre, au moment même où ils subissent une attaque sans précédent ? De plus en plus souvent, les ouvriers refusent de suivre le type d'action syndicale qui a conduit tant de luttes à des impasses : les "journées d'action", les grèves de quelques heures, les pétitions aux parlementaires, les actions symboliques, etc. ... rencontrent un écho toujours moindre parmi les ouvriers dont la méfiance ne cesse de se développer à l'égard de leurs "représentants officiels".

C'est que pendant les dix dernières années, les syndicats sont de plus en plus apparus comme des institutions étatiques. Non seulement leur impuissance devant les attaques de la crise capitaliste éclate de plus en plus clairement, mais en outre, ils ont joué plus ou moins ouvertement le rôle de courroies de transmission des politiques "d'austérité" et "d'assainissement industriel" qui atteignent directement et violemment les conditions d'existence de la classe exploitée.

La participation à la gestion de la crise capitaliste

Pendant ces dix dernières années, les syndicats ont participé à la gestion du capitalisme en crise, tout comme ils avaient participé à cette gestion pendant la reconstruction de l'après-guerre, tout comme ils avaient participé à la gestion du système pendant les deux guerres mondiales jouant le rôle de premier rang dans les appels à la "défense de la Patrie" et au sacrifice suprême.

Lorsque la bourgeoisie, pour préserver ses marges de profit impose des sacrifices aux travailleurs, les syndicats commencent généralement par répondre : "Pas de sacrifices", mais ce n'est que pour ajouter immédiatement : "A moins qu'ils ne soient également répartis parmi toute la population". Concrètement, cela aboutit à de spectaculaires "négociations entre gouvernement et syndicats^[2]" où la question n'est jamais "sacrifices ou pas", mais évidemment : "comment organiser l'imposition des sacrifices". Au dernier acte de cette pièce cent fois jouée par des acteurs de plus en plus décrédibilisés, le résultat est toujours le même: de nouveaux sacrifices pour les travailleurs au profit du capital nation. Et les syndicats de crier victoire car "cela aurait pu être pire, si nous n'avions pas été là".

Interlocuteurs officiels du gouvernement, représentants officiels des travailleurs, les syndicats négocient officiellement les lois anti-ouvrières et signent les documents officiels qui imposent avec la force de l'État les impératifs de la rentabilisation du capital national aux conditions d'existence des travailleurs.

Le syndicalisme raisonne en termes d'économie capitaliste nationale. Il situe son action dans la logique du système économique dominant. Lorsque la logique de la machine capitaliste exige plus de sacrifices, les syndicats ont pour tâche de les présenter aux travailleurs au nom d'un soi-disant "réalisme" qui ne consiste en fait qu'à considérer la crise économique comme une sorte de "cataclysme naturel" -tel un tremblement de terre ou une vague de froid- et le capitalisme comme une donnée éternelle de la nature.

C'est au nom d'un tel "réalisme" que les syndicats français ont signé, l'abord avec un gouvernement de

droite puis avec un gouvernement de gauche, la réduction systématique des allocations de chômage et du nombre d'ayant droits. C'est toujours en défenseurs de ce "réalisme" qu'ils sont, dans les pays "démocratiques", directement ou indirectement associés à l'élaboration de toutes les mesures politiques et économiques qui agressent la classe ouvrière. C'est avec les syndicats allemands que le gouvernement réduit les allocations familiales ; c'est avec les syndicats espagnols que le gouvernement "socialiste" met au point la réduction des eaux de retraite; c'est avec les "experts" des Trade-unions britanniques que le gouvernement conservateur prépare un demi million de licenciements dans la fonction publique ; c'est avec les syndicats italiens que le gouvernement de "centre-gauche" organise la destruction du mécanisme de l'échelle mobile des salaires. C'est avec la FGTB (socialiste, belge) que le gouvernement applique l'amputation de 10% des allocations de chômage.

Mais ce n'est pas uniquement parce qu'ils apparaissent de plus en plus comme des institutions étatiques que les ouvriers ont été amenés à quitter les syndicats.

Le sabotage des luttes

Dans les luttes ouvertes, l'action des grandes centrales syndicales apparaît de plus en plus clairement aux yeux des ouvriers comme ce qu'elle est : du sabotage de l'intérieur.

Il est impossible d'énumérer les mille et une manoeuvres auxquelles les vieilles organisations européennes, rôdées au travail de sabotage des grèves et d'intoxication nationaliste ont eu recours dans les dix dernières années, pour maintenir toute manifestation de révolte prolétarienne dans des voix sans issue.

Détourner le contenu des luttes vers des impasses nationalistes ; isoler les luttes par pays, localement ; désorganiser toute possibilité d'unification; canaliser la combativité vers des actions inefficaces et démoralisantes ; dénaturer la pratique de la solidarité de classe; les syndicats en Europe ont utilisé tous ces stratagèmes pour mouiller systématiquement de l'intérieur la poudrière sociale du vieux continent. Les exemples concrets ne manquent pas.

Les appareils syndicaux ont détourné la combativité des sidérurgistes français en 1979 dans des actions nationalistes contre les trains de minerai de fer allemand aux cris de "Produisons français" ; en Pologne, le syndicat Solidarnosc, avec à sa tête le bouffon des médias, Walessa, avec l'aide de tous les "syndicats démocratiques" du bloc américain, a enfermé les ouvriers dans un nationalisme qui les désarmait face à la logique économique de l'État et les isolait par rapport aux travailleurs occidentaux, présentés pour l'occasion comme les êtres les plus privilégiés de la terre, car ayant des patrons et des syndicats "démocratiques" :

- Ils ont isolé la grève des mineurs britanniques en la présentant comme la lutte d'une corporation, opposée aux autres. Le syndicat des mineurs, le NUM, ne s'y montra radical dans le langage que pour mieux crédibiliser la "nature ouvrière de tous les syndicats"... et donc la "nature ouvrière" du refus de tous les autres syndicats officiels d'appuyer activement la grève des mineurs.
- Ils ont isolé les sidérurgistes lorrains en 1984 en leur faisant installer des barrages sur les routes de la région, ce qui non seulement les coupait des travailleurs des autres régions, mais en outre, les isolait entre eux-mêmes.

En Allemagne de l'ouest, ils ont "organisé" une gigantesque campagne de lutte pour les 35 heures pour en fait désorganiser la poussée de combativité dans la classe ouvrière ; grève minutieusement contrôlée et dirigée par les syndicats, "tournante", ville par ville, région par région, heure par heure, de façon à éviter toute cumulation excessive de forces.

En Italie, ils ont canalisé la colère de la classe ouvrière vers des actions spectaculaires et sans lendemain, qui vont du blocage de trains en rase campagne jusqu'à l'organisation de la "Marche sur Rome" (mars 84) qui rassembla près d'un million de travailleurs pour une déprimante ballade dans les rues de la ville.

Ils ont dénaturé les mouvements de solidarité des travailleurs en présentant les collectes financières et autres "galas au profit de..." comme des moyens capables de se substituer à la solidarité active du combat, comme ce fut fait, à grand renfort de publicité, au niveau international, aussi bien pour la Pologne que

pour la grève des mineurs britanniques.

Dans tous les cas, le résultat est le même : le sabotage de l'intérieur des tentatives d'unification des forces du prolétariat.

Gestionnaires de la crise capitaliste, courroies de transmission des politiques anti-ouvrières, saboteurs de la lutte prolétarienne de l'intérieur, les syndicats dans les dix dernières années ont de plus en plus de mal à cacher leur appartenance au camp de la classe dominante et leur nature de rouages de l'État capitaliste. C'est pour cela que lentement, mais irréversiblement, les ouvriers en désertent les rangs et tournent le dos à leurs "actions" et "mobilisations" bidons.

IV. L'IMPOSSIBILITÉ D'UN BON SYNDICALISME

Mais les forces politiques et syndicales de la bourgeoisie, en particulier dans les pays industrialisés, ne sont pas nées d'hier. Leur expérience est énorme. Face à la méfiance qui tout naturellement croit de plus en plus parmi les travailleurs à l'égard des appareils syndicaux, elles s'attachent à polariser cette méfiance uniquement vers les "directions", les "États-majors" des grandes centrales ou bien contre telle ou telle centrale syndicale par opposition à d'autres. On entretient ainsi l'illusion -encore forte parmi certains travailleurs- qu'il peut y avoir "un bon syndicalisme".

C'est ainsi que depuis la fin des années 70, on a pu assister à la "radicalisation" du langage de certaines centrales syndicales, à l'apparition en leur sein de tendances "critiques", "anti-direction", ou encore à des formes de syndicalisme plus ou moins "anti-centrales syndicales", voire... "anti-syndicalistes". Ce sont les formes les plus pernicieuses d'autodéfense du syndicalisme, les fanfaronnades des syndicats et le piège du syndicalisme de base

Pendant les années 70, la tendance générale dans les différentes mascarades politiques dont se sert la bourgeoisie pour gouverner le prolétariat consistait à mettre en place des "gouvernements de gauche" (Travailleurs en Grande-Bretagne, Démocrates aux USA, Social-démocratie en Allemagne occidentale), ou du moins à orienter la politique de ses forces de "gauche" dans une perspective de participation au gouvernement ("Compromis historique" du PC en Italie, "Programme Commun" du PC/PS en France). C'étaient encore les "années d'illusions" ! Les "représentants officiels des travailleurs" devaient participer au gouvernement en vue de demander aux travailleurs des "sacrifices momentanés" en échange de lendemains qui chanteraient, la présence de "forces ouvrières" au gouvernement devant servir de garantie que les fruits de ces sacrifices profiteraient bien à la classe ouvrière.

Mais les lendemains sont arrivés et la crise économique et l'attaque contre les ouvriers, loin de s'atténuer n'a fait que s'aggraver. La vague de luttes ouvrières de 78-80 mit en évidence, pour la bourgeoisie, que la poursuite de la participation (ou de l'association) de ses forces de gauche au gouvernement -avec l'appui des syndicats- non seulement ne parvenait plus à empêcher les luttes ouvrières, mais qu'en outre, ces forces avaient de plus en plus de mal à jouer efficacement leur rôle de police dans les rangs ouvriers, puisqu'elles apparaissent ouvertement comme responsables de la situation faite aux travailleurs.

Les années 80 commencent avec un renversement d'orientation de la part de la bourgeoisie dans les principaux pays industrialisés. Les partis "ouvriers" (Partis Socialistes, Sociaux-Démocrates ou Démocrates dans des pays comme la Grande-bretagne, l'Allemagne ou les États-Unis; partis Communistes dans les pays "latins") retournent dans l'opposition, reprennent un langage "radical", "intransigeant", voire "révolutionnaire" pour tenter de récupérer la crédibilité indispensable à l'exercice de leur fonction de saboteurs de la lutte ouvrière.

En France, le prolétariat a fait l'expérience de la "gauche au gouvernement" plus tardivement. Mais, en peu de temps, la même réalité s'imposa : après trois ans de participation du PCF au gouvernement -et de décrédibilisation accélérée de la CGT- celui-ci a du quitter le gouvernement pour revenir dans l'opposition sous peine de perdre tout contrôle sur les luttes.

Il faut noter que cette "radicalisation du langage" n'est pas générale à toutes les centrales, ni même à toute une centrale. En réalité, dans tous les pays, les structures syndicales savent se partager les rôles : il y a les

syndicats qui se "radicalisent" et ceux qui sont plus "réalistes", puis au sein de chaque syndicat, il y a des tendances plus "combatives" et celles plus "prudentes". Ce sont les deux pièces complémentaires de la tenaille syndicale. Ainsi,

- la grève des mineurs britanniques est prise entre la "radicalité" du syndicat des mineurs et de son leader Scargill d'une part, et le "réalisme" de l'ensemble de l'appareil des Trade-unions de l'autre ;
- les luttes des ouvriers allemands en 84, entre la "combativité" de l'IG Metal et la "modération" de l'appareil du DGB ;
- la grève des ouvriers de Talbot en France au début 84, entre la "radicalité" de la CFDT et la "prudence" de la CGT ;
- les réactions des travailleurs en Belgique au début 84 entre le ton "intrépide" de la FGTB et celui "conciliateur" de la CSC (chrétienne).

Ce partage des rôles entre centrales s'accompagne d'un autre partage au sein même des centrales, ou bien encore, avec des tendances syndicalistes extérieures aux centrales. Son protagoniste principal est constitué par ce qui, suivant les pays, est appelé : syndicalisme "de base", ou syndicalisme "de combat" ou syndicalisme "autonome", ou encore syndicalisme "d'assemblées".

C'est à ces tendances que se heurte systématiquement le prolétariat lorsqu'il tend à déborder le cadre des centrales syndicales. Plus une lutte réussit à se débarrasser de l'emprise directe des grandes centrales officielles, plus elle a à faire à ce "syndicalisme honteux", ce syndicalisme au langage et aux actions spectaculaires et verbeuses qui n'a d'autre fonction que de tenter de redorer le blason du syndicalisme, d'une forme de lutte dépassée et d'une forme d'organisation impuissante.

Le syndicalisme de base ne fait la critique des "directions" que pour mieux défendre la possibilité de transformer et de "régénérer" les syndicats -et donc d'y militer ; il ne fait la critique des syndicats officiels que pour mieux défendre l'idée d'un syndicalisme "pur".

Les organisations "gauchistes" de type trotskyste, maoïste, "autonome" ou anarchiste se sont spécialisées dans ce type de travail dans tous les pays. Leurs militants constituent souvent les principaux animateurs des derniers restes de vie syndicale dans les entreprises en temps de calme social et les plus adroits et sophistiqués saboteurs du combat en temps de conflit.

Le syndicalisme des "shop-stewards" (délégués d'ateliers) en Grande-Bretagne, celui des "conseils d'usines" en Italie, celui des "asambleistas" en Espagne, celui du STL (syndicat des travailleurs en lutte), du Syndicat des banques ou du mouvement "Longwy 79-84" en France, celui des tendances "combatives" au sein de Solidarnosc, constituent en réalité une partie, un complément indispensable des directions syndicales et du syndicalisme "officiel".

Il n'y a pas à notre époque de bon syndicalisme possible.

Ce n'est pas parce que les grandes centrales syndicales sont pourries et "vendues" que le syndicalisme est inefficace et néfaste pour le combat ouvrier. Au contraire, c'est parce que le syndicalisme -c'est à dire la lutte pour des réformes dans le respect des lois économiques dominantes est devenu inefficace, anachronique dans le capitalisme en déclin, que les syndicats -grands ou petits- sont inévitablement absorbés par l'institution étatique.

Toutes ces tendances qui défendent la possibilité d'un "bon syndicalisme de classe" -quelles que soient les motivations originales de leurs protagonistes- ne font que barrer la route aux luttes ouvrières vers leur seul épanouissement possible : la grève de masses, radicale politique, auto-organisée. Elles constituent le dernier rempart que devra briser la lutte ouvrière pour faire éclater le carcan syndical.

La signification du syndicalisme de base

Mais, pour efficaces qu'aient pu être jusqu'à présent ces manoeuvres de "radicalisme syndical" pour contenir la poussée prolétarienne, elles n'en sont pas moins la concrétisation d'une faiblesse majeure de la classe dominante.

Nous sommes très loin d'une situation comme celle des années 30, lorsque les grandes centrales syndicales européennes dirigeaient sans conteste les grèves ouvrières, drapeaux et hymnes nationaux en tête, en marche vers l'embrigadement nationaliste et guerrier.

Si, dans les années 80, les grands syndicats ont besoin de laisser se développer et s'exprimer des tendances "combatives", "anti-direction", "contestataires" ; si aujourd'hui, le syndicalisme doit pour tenter de garder sa crédibilité se draper dans l'idéologie de "l'anti-centrale syndicale", c'est parce que depuis des années mûrit, souvent de façon souterraine, la conscience chez les ouvriers de la nature capitaliste des syndicats et de l'esprit syndicaliste en général.

V. LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE FACE A L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Au milieu des années 80, le pire de la crise économique est encore à venir. La machine capitaliste n'est pas programmée pour satisfaire les besoins humains en priorité, mais pour extraire du profit et accumuler du capital. Lorsqu'elle ne peut plus le faire -comme c'est de plus en plus le cas aujourd'hui- elle ne sait et ne peut faire autre chose que détruire : détruire du capital, détruire des richesses, détruire les hommes. Dans le capitalisme décadent, la guerre mondiale, sa préparation ainsi que la reconstruction qui la suit, ont jusqu'à présent rythmé la vie de la société. Au bout de la crise économique actuelle, le capital n'a d'autre "issue" à offrir qu'une troisième guerre mondiale qui risque cette fois-ci de compromettre la survie même de l'humanité.

Mais le mode de production capitaliste n'est pas plus une réalité éternelle de la nature que ne le furent en leur temps l'esclavagisme antique ou le féodalisme. Comme tous les systèmes d'exploitation, le capitalisme est une création humaine, un ensemble de rapports sociaux imposés par le degré du développement des forces productives et par le pouvoir économique et politique d'une classe sur les autres. Sa survie dépend directement de l'issue de cette réalité constante qu'est la lutte entre les principales classes de la société.

Or, le développement de la lutte du prolétariat contient et conduit à la mise en question des lois capitalistes elles-mêmes. A travers près de deux siècles de luttes, la classe ouvrière mondiale a montré que ses combats n'étaient pas de simples escarmouches défensives, éparpillées et sans continuité entre elles. La lutte ouvrière des années 80 s'inscrit en continuité de celle des Canuts de Lyon en 1834, de celle des ouvriers de la Commune de Paris en 1871, de celle de la Révolution russe en 1905 et 1917, de celle des ouvriers allemands pendant leur insurrection de 1919, etc.. C'est une lutte qui a une continuité historique et une logique propre dont l'aboutissement ne peut être qu'une révolution sociale totale, porteuse d'une nouvelle société qui sera enfin maîtresse de ses forces productives et de son devenir historique : le communisme.

"Derrière chaque grève, se cache l'hydre de la révolution" disait Lénine.

Et, pour qui sait, comme disait Marx, "ne pas voir dans la misère que la misère", l'actuel développement des luttes ouvrières dans le monde entier, et en particulier en Europe occidentale, traduit et annonce le mouvement de reconstitution, de rassemblement et d'unification consciente de cette force mondiale et révolutionnaire qu'est le prolétariat.

Malgré le sabotage syndical, malgré les gigantesques campagnes d'intoxication idéologique, malgré la répression policière, malgré la menace du chômage qui pèse sur chaque ouvrier de façon permanente, malgré la coopération de toute la bourgeoisie internationale face au "danger" prolétarien, les luttes les plus marquantes des dernières années traduisent une combativité intacte.

La lutte des ouvriers polonais en 1980 fut la plus importante manifestation prolétarienne depuis la vague révolutionnaire internationale de la fin de la 1ère guerre mondiale, les grèves de la fonction publique en 83 en Belgique et en Hollande furent les plus importantes de ce secteur dans ces pays dans toute leur histoire; l'attaque par les sidérurgistes français des locaux du Parti Socialiste à Longwy en 1984 est un fait sans précédent dans ce pays; l'occupation des chantiers navals par les ouvriers allemands en 1984 fut la première depuis les années 20 et la mobilisation pour les 35 heures, la plus importante depuis la même époque; la grève des mineurs britanniques en 1984-1985 est la plus grande grève dans ce pays depuis la

grève générale de 1926.

Mais le plus significatif, le plus important de cette troisième vague de luttes commencée en 1983, c'est la simultanéité des luttes au niveau international. La lutte prolétarienne ne pourra véritablement passer à l'offensive qu'en assumant son contenu international, en s'unifiant à travers les frontières des nations bourgeoises. La conscience de classe nécessaire à cette unification est en train de se forger dans l'effervescence sociale internationale qui se développe aujourd'hui. La simultanéité actuelle des luttes ouvrières sur le plan international constitue la base objective sur laquelle doit s'épanouir le mouvement vers l'unification du prolétariat mondial.

C'est dans le développement conséquent des luttes actuelles, que se trouve la seule force capable de briser la logique apocalyptique du capitalisme décadent et d'offrir un avenir à l'humanité.

C'est au travers de ces combats de résistance que le prolétariat mondial se prépare à assumer ses responsabilités historiques.

Mais le prolétariat ne peut s'émanciper, ni même défendre ses intérêts les plus immédiats sans l'unité la plus large possible et sans la lucidité la plus pénétrante et impitoyable. Les syndicats et le syndicalisme, -à notre époque désarment la classe ouvrière en la divisant et l'aveuglant. La classe ouvrière ne peut développer sa force et sa conscience sans se battre en dehors et contre les syndicats. Cette idée de base de cette brochure est plus que jamais à l'ordre du jour.

Janvier 1985

[1] Les ouvriers polonais se sont heurtés très rapidement à des difficultés majeures :

- leurs propres illusions sur la "démocratie" et surtout sur la possibilité de construire un syndicat "véritablement ouvrier", Solidarnosc ;
- le travail de sape et de sabotage de la très nationaliste organisation syndicale de Walessa et compagnie ;
- leur isolement international : la seule fraction du prolétariat mondial qui pouvait par sa lutte contribuer à détruire ces illusions et contrecarrer la gigantesque campagne organisée au niveau mondial par la bourgeoisie pour construire et crédibiliser Solidarnosc, la seule fraction du prolétariat qui pouvait ouvrir une véritable perspective d'internationalisation de la lutte, le prolétariat d'Europe occidentale, se trouvait confrontée à une contre-offensive de la bourgeoisie qui, par sa stratégie de "gauche dans l'opposition" (après des années de "gauche au gouvernement") et d'énormes campagnes médiatiques de déboussolement idéologique a réussi à neutraliser la combativité ouvrière et à empêcher toute solidarité pratique réelle avec le prolétariat polonais. Parmi ces campagnes, est à souligner celle qui présenta la lutte ouvrière en Pologne non pas comme un combat analogue à celui que menaient les ouvriers dans tous les pays contre les effets de la crise, mais comme un combat de "patriotes", avides de catholicisme et de démocratie à l'occidentale.

[2] - C'est une tactique classique et généralisée des syndicats que de faire de la "négociation" en soi l'objectif principal d'une lutte qui dure, laissant de côté et escamotant les revendications réelles qui sont à l'origine de la mobilisation.

Les syndicats contre la classe ouvrière

Au siècle dernier, la conquête du droit de s'organiser en coalitions et syndicats constitua un des objets fondamentaux de la lutte ouvrière.

En France, après la révolution de 1789, la bourgeoisie qui venait de conquérir le pouvoir politique, avait dépouillé la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisée d'"attentat contre la liberté et la Déclaration des Droits de l'Homme", punissable d'une amende

de 500 livres jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif. IL fallut plus d'un demi-siècle de luttes ouvrières pour que soient apportés certains aménagements, qui -tout en punissant les "atteintes au libre exercice de l'industrie et de la liberté du travail"- "toléraient" le droit de coalition. En Angleterre, les lois contre les coalitions ne tombèrent que progressivement sous la pression du prolétariat. Après les réformes de 1825, puis de 1859 ce n'est qu'en juin 1871 que la loi reconnut l'existence légale des Trade-unions... tout en limitant par de nouvelles règles la portée de cette reconnaissance. Reconnus légalement ou non, les syndicats ouvriers ne parvenaient à se créer et à subsister qu'au prix de sacrifices et de luttes incessantes des travailleurs contre l'État bourgeois.

Aujourd'hui, les rapports entre classe ouvrière, syndicats et États sont devenus tout autres : l'affrontement entre ouvriers et syndicats est devenu une caractéristique majeure de toute lutte prolétarienne conséquente. Depuis 1919, lorsqu'en Allemagne les syndicats participèrent à la répression sanglante de l'insurrection ouvrière de Berlin, l'histoire des principaux combats ouvriers est marquée par des luttes violentes entre prolétaires et organisations syndicales. Avec la reprise de la lutte de classe depuis 1968, ce phénomène, à travers les hauts et les bas de la lutte, n'a fait que s'exacerber dans tous les pays : la grande grève de mai 1968 en France est déclenchée malgré les syndicats ; en Italie, au cours des grèves de l'"automne chaud" de 1969, les travailleurs chassent les représentants syndicaux des assemblées de grévistes ; en Angleterre, les grèves qui se multiplient depuis le début des années 60 et particulièrement de 1968 à 1972 sont, dans leur immense majorité, "sauvages", c'est-à-dire, contre les syndicats ; en Belgique, en 1970 les grèves anti-syndicales se développent et, en 1973, les dockers d'Anvers en grève s'attaquent au local des syndicats ; au Venezuela, les travailleurs du principal centre industriel du pays prennent des représentants syndicaux en otage et affrontent l'armée qui vient les libérer ; en Pologne 1970, les travailleurs des chantiers navals affrontent le "parti ouvrier" et ses syndicats dans des combats insurrectionnels dont la violence fait plusieurs centaines de morts.

Inversement, les rapports entre syndicats "ouvriers" et État bourgeois sont devenus particulièrement étroits : dans les pays de capitalisme d'État, cyniquement dits "communistes", les syndicats sont officiellement intégrés à l'appareil d'État tout comme l'armée et la police. Leur tâche y est clairement définie comme celle d'organes d'État chargés d'encadrer la classe ouvrière au sein des usines en vue de la surveiller policièrement ("respect de la discipline du travail") et de la pousser à remplir efficacement les impératifs de la production capitaliste (accroissement des rendements, baisse des coûts salariaux). Ainsi, par exemple, le Comité Exécutif de la C.G.T. chinoise prescrivait, au cours de sa réunion du 10 juillet 1953, à "tous les échelons syndicaux" de "considérer le renforcement de la discipline du travail comme leur devoir primordial et permanent" et recommandait de "punir d'une manière appropriée les éléments récalcitrants qui commettent constamment des infractions graves contre la discipline du travail"[*]. De même, le Xe Congrès des syndicats soviétiques (1949) définissait les buts des syndicats en leur exigeant d'"organiser l'émulation socialiste pour assurer l'exécution et le dépassement des plans de production l'accroissement de la productivité, la réduction des prix de revient"[*]

Dans les pays où l'État se sert pour gouverner des mécanismes dits "démocratiques" la collaboration entre État et Syndicats est moins apparente, moins officielle, mais tout aussi réelle. Elle est souvent plus claire là où les principales centrales sont rattachées à des partis politiques qui ont souvent exercé le pouvoir : pays scandinaves, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique... Dans ce dernier pays, par exemple, les syndicats participent depuis 1918 à des "tables rondes de Concertation" organisées par l'État pour les rapports entre patrons et syndicats ; ils sont représentés dans les tribunaux du travail de l'État qui jugent les conflits entre patrons et ouvriers ils siègent au Conseil Central de l'Économie ainsi qu'à la Banque Nationale de Belgique ; ils sont chargés de gérer les allocations de chômage des ouvriers syndiqués, et sont, pour cela, subventionnés par l'État. Bref, ils sont étroitement associés par l'État à la gestion de l'économie nationale, c'est-à-dire de l'esclavage salarié. Dans les pays où les syndicats sont rattachés à des partis qui se trouvent dans l'opposition gouvernementale, leur association à l'État peut paraître moins évidente, du fait même du jeu d'opposition que sont contraints de jouer ces partis. Tel a été le cas pendant longtemps des principaux syndicats en France ou en Italie. Cela n'a cependant pas empêché leur intégration aux rouages de l'appareil d'État, même sous des formes institutionnalisées : ainsi par exemple, en France, les centrales dites "représentatives" sont grassement subventionnées par l'État, participent au Conseil du Plan, au Conseil Économique et Social, aux comités d'entreprise... sont respectueusement consultées par le gouvernement pour toute décision sociale importante...

Dans tous les cas, dans tous les pays, les grands syndicats sont devenus les très respectables et très officiels "représentants de la classe ouvrière" auprès de l'État bourgeois et, ce faisant, en sont devenus partie intégrante.

C'est ainsi qu'on peut aujourd'hui entendre le responsable du syndicat du patronat français appeler de ses vœux dans un ton aussi sincère que décidé, ce que ses ancêtres de 1791, les bourgeois révolutionnaires, avaient combattu avec tant d'énergie : "un syndicalisme ouvrier fort" :

"En contrepartie de la liberté des chefs d'entreprise, il est souhaitable que, comme élément d'équilibre, le syndicalisme ouvrier puisse s'affirmer. Personnellement, plus je suis partisan de la liberté, plus je souhaite un syndicalisme ouvrier fort. Et cela, c'est vraiment la conception d'une société cohérente". F. Ceyrac, Président du C.N.P.F. (déclaration à "L'Express")

Aujourd'hui, alors que la crise économique du capitalisme mondial s'approfondit entraînant une reprise des luttes prolétariennes dont l'extension sur l'ensemble de la planète est sans précédent, le prolétariat doit tirer toutes les conséquences de cinquante ans de défaite ouvrière et de triomphe de la contre-révolution. IL doit inscrire dans sa conscience une réponse claire aux questions que l'histoire lui a violemment posées dans la pratique :

Ces luttes "sauvages", anti-syndicales qui pendant soixante ans ont explosé sporadiquement et qui, aujourd'hui se multiplient aux quatre coins du monde sont-elles des phénomènes exceptionnels, marginaux, ou bien sont-elles la manifestation claire de la seule façon de lutter pour le prolétariat dans la période historique présente ?

L'intégration des syndicats aux rouages de l'État bourgeois est-elle un phénomène réel, achevé et irréversible, ou bien est-ce une simple apparence ? Les syndicats gardent-ils encore quelque chose d'ouvrier, peuvent-ils être entièrement récupérés par les masses ouvrières ou peut-on créer de nouvelles formes d'organisation syndicale ? Et, de façon plus générale, les formes de la lutte prolétarienne peuvent-elles demeurer, dans le capitalisme sénile qui se survit depuis la 1ère guerre mondiale les mêmes que dans le capitalisme historiquement ascendant du XIXe siècle ?

Le prolétariat ne peut tirer de leçons pour sa lutte que de sa propre expérience historique. De sa capacité à assimiler cette expérience dépend la possibilité de son essor comme classe révolutionnaire. Pour répondre à ces questions brûlantes, il nous faut donc nécessairement reprendre l'essentiel de l'évolution des syndicats et, plus globalement, des formes de la lutte ouvrière depuis le XIXe siècle.

[*] "Le syndicalisme dans le monde", G. Lefranc Col. "Que sais-je?"

[*] "Le syndicalisme dans le monde", G. Lefranc Col. "Que sais-je?"

"

La lutte ouvrière dans le capitalisme ascendant

COALITIONS ET SYNDICATS AU XIXe SIÈCLE

Voici comment Marx résumait l'essentiel du processus de formation des premières organisations ouvrières

"C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour S'ASSOCIER entre eux. La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance -COALITION. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de la résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que

les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie de leur salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. (...) En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des Trade-unions qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs". ("Misère de la Philosophie")

Les syndicats, trade-unions, apparaissent donc comme des organisations PERMANENTES de la classe destinées à permettre la résistance organisée des travailleurs face au capital. Produits de conditions économiques, et instruments dans un conflit aux fondements économiques, ils ne sont, cependant, ni ne peuvent être -contrairement à ce qu'affirmeront les anarcho-sindicalistes et les réformistes- des organisations "a-politiques".

Est politique tout ce qui est en rapport avec le gouvernement de l'État. Et, l'État bourgeois étant garant et défenseur des rapports qui lient le capital au travail, la résistance à ces rapports est inévitablement résistance à l'État, et donc, lutte politique.

Ainsi, Marx ajoute immédiatement après ces passages : "Dans cette lutte -véritable guerre civile- se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique. Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. (...) Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. IL n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps." (Op. cit.)

Mais s'il est clair que la lutte de classe du prolétariat est inévitablement politique car elle ne peut pas ne pas avoir affaire avec le gouvernement de l'État, il reste encore à savoir de quel type de lutte politique il s'agit.

En effet, au XIXe siècle, la réalité historique du capitalisme en pleine phase d'expansion, donne à la lutte politique du prolétariat la possibilité de s'exprimer sous deux aspects différents : la lutte sur le terrain de l'État bourgeois lui-même en vue de l'obtention de REFORMES économiques et politiques, d'une part ; la préparation de la lutte RÉVOLUTIONNAIRE pour la destruction de l'État bourgeois et de la société qui l'engendre, d'autre part.

La lutte pour des réformes

Au XIXe siècle, le capitalisme vit l'apogée de sa phase historique ascendante. Dans les principales puissances économiques le capital s'épanouit dans toute sa puissance transformant la planète entière à son image. Les capitalistes anglais, français, américains, allemands, envahissent de leurs marchandises un monde qui offre à leur production toujours croissante des marchés qui paraissent inépuisables. C'est la grande ère de l'expansion impérialiste et des révolutions industrielles.

Dans ce cadre historique, l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière constitue objectivement, non seulement une possibilité réelle, mais aussi, dans certains cas, un stimulant au développement capitaliste. Ainsi, par exemple, l'obtention de la réduction du temps de travail à dix heures par la classe ouvrière anglaise en 1848, non seulement constitue une conquête réelle de la classe ouvrière (c'est-à-dire qu'elle ne fut pas annulée au lendemain de sa promulgation par une obligation de faire des heures supplémentaires), mais aussi se traduit par un coup de fouet pour l'économie britannique. Voici comment Marx commentait cet événement dans "Salaire, prix et profit", illustrant la nécessité et la possibilité de la lutte pour des réformes économiques :

"(les économistes officiels) nous annoncèrent de grands maux (au cas où la loi des dix heures serait

obtenue par les travailleurs) : l'accumulation diminuée, les prix en hausse les marchés perdus, la production ralentie, avec réaction inévitable sur les salaires, enfin la ruine.(...) Le résultat ? Une hausse des salaires en argent pour les ouvriers des fabriques, en dépit du raccourcissement de la journée de travail, une augmentation importante des bras employés, une chute continue du prix des produits, un développement merveilleux des forces productives de leur travail, une expansion inouïe des marchés pour leurs marchandises"

Cependant, en aucun cas la bourgeoisie n'accorde de telles réformes de son propre gré. Toute concession au prolétariat est, dans l'immédiat, faite au détriment du profit capitaliste. Ce n'est que sur un plan général, et au bout d'un certain temps que l'aiguillon imposé à la croissance capitaliste par de telles concessions, fait sentir ses effets bénéfiques. C'est donc seulement par la lutte acharnée que la classe ouvrière peut arracher des réformes à la classe dominante, et c'est le sens de ses luttes revendicatives du XIXe siècle. Par ailleurs, dans cette période de libre-échange, la bourgeoisie gouverne à travers son Parlement. Au sein de cette enceinte, les différentes fractions des classes dominantes s'affrontent réellement et décident de la politique gouvernementale. Pour la classe ouvrière le droit au suffrage universel constituait un moyen réel d'influer sur la politique de l'État bourgeois en pouvant y être représentée. Non pas que les parlementaires bourgeois fissent grand cas des exigences spécifiques des représentants des organisations ouvrières : sur le terrain de l'État bourgeois, l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat ne peut être favorable qu'à la classe dominante. Mais, la bourgeoisie de cette époque est encore divisée en fractions plus progressistes et plus réactionnaires. La bourgeoisie moderne lutte encore contre les représentants des classes dominantes de l'ancien régime dont le pouvoir économique est encore puissant, et contre les fractions les plus rétrogrades de sa propre classe. C'est donc, comme le dit le Manifeste Communiste : "Mettant à profit les dissensions intestines de la bourgeoisie que l'organisation des prolétaires lui arrache la reconnaissance, sous forme de lois, de certains intérêts des travailleurs".

C'est dans ce cadre que la lutte pour les droits politiques démocratiques constitue pour le prolétariat une nécessité. La conquête du suffrage universel, du droit de coalition, puis la lutte parlementaire, sont la manifestation politique, le corollaire inséparable de la lutte et de l'organisation syndicale. Syndicalisme et parlementarisme sont les formes spécifiques produites par le besoin et la possibilité de la lutte pour des réformes dans le capitalisme ascendant.

La lutte révolutionnaire

La lutte pour des réformes n'est qu'un des aspects de la lutte du prolétariat au XIXe siècle. La classe ouvrière est une classe exploitée et toute réforme quelle qu'elle soit, ne peut jamais signifier son affranchissement. Le sens le plus profond de la lutte prolétarienne réside et s'épanouit, non pas dans la lutte pour l'aménagement de son exploitation mais dans celle pour la destruction de l'exploitation.

"Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une nouvelle société". (Marx in "Misère de la Philosophie")

Aussi, les révolutionnaires prolétariens ne voyaient-ils pas dans les luttes pour des réformes une véritable perspective pour la classe ouvrière ni même un combat qui pût constituer l'axe essentiel de son activité. Enfermée dans ses propres limites, la lutte pour des réformes ne peut aboutir qu'à une défense de l'exploitation elle-même ; elle n'est plus un pas vers l'affranchissement définitif de la classe exploitée mais une chaîne nouvelle qu'elle attache à son cou. Autant Marx défendit la nécessité de la lutte pour des réformes, autant il dénonça de toute son énergie les tendances RÉFORMISTES qui tentaient d'y enfermer la classe ouvrière, qui "ne voyaient dans la lutte pour les salaires que des luttes pour les salaires" et non une école de combat où la classe forge les armes de son émancipation définitive.

Il qualifiait de "crétinisme parlementaire" la tendance à se faire des illusions sur les possibilités de la lutte parlementaire et à y consacrer trop d'énergies.

A propos de la lutte pour des réformes, le Manifeste disait :

"De temps à autre, les travailleurs sont victorieux mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de

leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs".

Et, dans "Salaire, prix et profit" ;

"Au reste, et tout à fait en dehors de la servitude générale qu'implique le système des salaires, les travailleurs ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Qu'ils ne l'oublient pas : ils combattent les effets non les causes ; ils retardent la descente, ils n'en changent point la direction ; ils appliquent des palliatifs mais ne guérissent pas la maladie. Qu'ils aient garde de se laisser prendre tout entiers à ces escarmouches inévitables que provoque chaque nouvel empiètement du capital, chaque variation du marché. Ils doivent comprendre que le système présent, avec toutes les misères qu'il leur inflige, engendre dans le même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour reconstruire l'économie et la société. Sur leur bannière, il leur faut effacer cette devise conservatrice : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat !"

De même, la résolution sur les syndicats de la 1e Internationale dit :

"L'objet immédiat des syndicats ouvriers était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot, aux questions de salaires et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire." (Marx in Résolution sur les syndicats de la 1e Internationale)

Mais,

"(...) les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques.

(...) "A part leur oeuvre immédiate de réaction contre les manoeuvres tracassières du capital, ils doivent maintenant agir comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction". (Résolution sur les syndicats, leur passé, leur présent, leur avenir. 1er Congrès de l'A. I. T., Genève, 1866)

La lutte systématique pour la conquête de réformes et la limitation de l'exploitation capitaliste d'une part, la compréhension de cette lutte non comme une fin en soi mais comme un moment de la lutte globale révolutionnaire d'autre part, étaient complémentaires pour les révolutionnaires au XIXe siècle. Les partis ouvriers marxistes qui, parallèlement à l'essor croissant des syndicats, se développent dans la seconde moitié du XIXe siècle et formeront la seconde Internationale, entendent ainsi au départ non seulement fournir les représentants de la classe ouvrière pour la lutte parlementaire, mais aussi constituer les animateurs politiques des syndicats, ceux qui, face à toutes les luttes locales et parcellaires, mettent en avant les intérêts communs de tout le prolétariat comme classe mondiale et comme classe historiquement révolutionnaire.

Les coalitions éphémères des premiers temps étaient devenues, sous la forme des syndicats, des organisations permanentes qui, en étroite collaboration avec les partis parlementaires de masse, et autour de la lutte systématique et progressive pour des réformes, constituaient le lieu où le prolétariat s'unifiait et développait sa conscience de classe.

Les syndicats dévorés par le réformisme.

Mais le fait même que le capitalisme fut à l'apogée de sa phase ascendante signifiait que sa destruction par la révolution communiste n'était pas encore à l'ordre du jour de l'histoire. Devant l'expansion des forces productives sous l'égide des rapports capitalistes, devant les succès de la lutte parlementaire et syndicale dans l'obtention de véritables réformes en faveur de la classe ouvrière, l'idée même de la révolution communiste apparaissait comme un projet lointain, voire irréalisable.

Les travers que Marx dénonçait dans le syndicalisme et le parlementarisme se développent, et avec la

fameuse devise "Le but n'est rien, le mouvement est tout" le réformisme envahit le mouvement ouvrier. Les dirigeants ouvriers, de représentants de la classe ouvrière face à la société capitaliste se font progressivement les représentants de cette dernière face à la classe. Une bureaucratie syndicale et parlementaire tend de plus en plus à dominer les organisations prolétariennes. Une des manifestations majeures de cette évolution se traduit par la tendance à isoler les luttes politiques des luttes économiques. De même qu'on tend à ne concevoir le parti que comme un appareil parlementaire, de même on cherche à faire des syndicats des organisations purement économiques. En séparant l'élément politique de l'élément économique dans la lutte prolétarienne, on modèle en fait ses organisations pour leur intégration dans les rouages de l'État capitaliste.

La gauche révolutionnaire de l'Internationale mène un combat quotidien contre cette dégénérescence générale. Rosa Luxembourg, par exemple, répète :

"Il n'y a pas deux luttes différentes dans la classe ouvrière, une économique et une politique. Il n'y a qu'UNE SEULE "LUTTE de classe, tendant à la fois à limiter l'exploitation capitaliste au sein de la société bourgeoise et à supprimer l'exploitation capitaliste et en même temps la société bourgeoise." (Grève de masses, parti et syndicats)

Mais la gauche ne parviendra pas à redresser la tendance générale. L'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence précipitera sans difficultés syndicats et partis parlementaires dans le camp de la bourgeoisie.

Les syndicats dans le capitalisme décadent

LA DÉCADENCE DU CAPITALISME

Avec le début du XXe siècle les conditions qui avaient permis l'extraordinaire épanouissement du capitalisme commencent à disparaître. La constitution du marché mondial s'achève et avec elle, les antagonismes entre puissances capitalistes pour la domination des marchés s'exacerbent dans la mesure où les besoins de débouchés pour leur production croît plus vite que la capacité d'absorption du marché mondial. Le développement même du capital a cumulé les difficultés pour la continuation de son expansion. IL y a "trop de capitalistes" pour les marchés existants. Les dernières puissances arrivées sur le marché, en particulier l'Allemagne, l'Italie, la Russie ne peuvent ouvrir des débouchés pour leur développement qu'aux dépens des vieilles puissances dominantes. Dès le début du siècle, les accrochages entre puissances impérialistes se multiplient.

La vie économique et sociale de chaque nation s'en trouve de plus en plus bouleversée. Pour faire face à une concurrence qui se développe aussi bien dans le domaine de la compétitivité des marchandises sur le marché mondial que sur le terrain militaire, toute l'économie doit être tendue au maximum vers la baisse des coûts de production et vers le dégagement des ressources nécessaires au développement d'armées et d'appareils militaires à la taille des techniques modernes. La marge de manœuvre que possédaient les capitaux nationaux et qui permettait au prolétariat de mener un combat sur le terrain même de la société bourgeoise pour des réformes, se réduit comme une peau de chagrin. La guerre impitoyable à laquelle se livrent entre elles les nations capitalistes se traduit tout naturellement par une guerre interne du capital contre toute amélioration des conditions d'existence de la classe productrice : l'efficacité économique et militaire de chaque capital contre les autres dépend, plus que jamais, en premier lieu de sa capacité à extraire de ses exploités le surtravail maximum. Aucun capital national ne peut accorder de concessions à son prolétariat sans reculer sur l'arène internationale.

Les bases économiques objectives qui avaient entraîné le prolétariat à axer son activité de classe autour de la conquête systématique de réformes, s'effritent irréversiblement mettant à nu et exacerbant jusqu'aux dernières limites les antagonismes fondamentaux de classe. Sur le plan politique, les secteurs les plus puissants de chaque bourgeoisie nationale s'imposent au reste de leur classe et concentrent progressivement tout le pouvoir aux mains de l'exécutif de l'État, le Parlement devenant une simple chambre d'enregistrement, maintenue en vie aux seules fins de la duperie politique.

L'ère d'apogée du capitalisme s'achève et s'ouvre celle de son déclin historique.

Mais avec ce bouleversement essentiel, les conditions de la lutte prolétarienne se trouvent totalement transformées. Fini le temps où le prolétariat pouvait négocier dans les enceintes parlementaires des améliorations de son sort, fini le temps où il pouvait se servir des divergences entre fractions de la bourgeoisie à son profit, fini le temps où des améliorations de sa condition pouvaient constituer des stimulants au développement capitaliste, finie l'époque où il pouvait s'attacher à la conquête d'un "programme minimum". Désormais, il n'a plus devant lui qu'un État de plus en plus centralisé, omniprésent et puissant qui ne peut lui offrir qu'une exploitation de plus en plus impitoyable et l'enrôlement comme chair à canon dans les conflits inter-impérialistes. Désormais, les méthodes de lutte politique indirecte, consistant à faire pression par le biais de partis parlementaires et de syndicats sur l'État capitaliste pour modifier son comportement, ne peuvent que se briser devant les impératifs auxquels est soumise la survie de chaque capital national. Tout programme de réformes devient une utopie irréalisable et toutes les méthodes de luttes qui s'étaient élaborées en fonction de cette perspective se tournent en entraves à l'expression des intérêts prolétariens.

La première guerre mondiale, en marquant définitivement l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, met violemment le prolétariat et ses organisations devant l'alternative "guerre ou révolution", "socialisme ou barbarie". Soit le prolétariat engage le combat direct révolutionnaire de masses, abandonnant ses anciennes formes de lutte et d'organisation devenues inadaptées, soit il se soumet à la barbarie capitaliste.

Le vieil appareil syndical et parlementaire de la IIe Internationale, rongé jusqu'au plus profond de lui-même par le réformisme, hésitera à peine. Il passe avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie et lui sert immédiatement d'agent recruteur pour la boucherie impérialiste.

Au cours des explosions révolutionnaires qui secouent l'Europe à la fin de la guerre, les travailleurs se dotent de formes de lutte et d'organisation, annoncées dès le début du siècle par les combats du jeune prolétariat russe ; luttes de masse organisées en conseils. Ils trouvent devant eux, aux côtés de la bourgeoisie et des partis parlementaires, les syndicats.

LES SYNDICATS INTÉGRÉS DANS L'ÉTAT CAPITALISTE

Depuis la Ire guerre mondiale, la décadence du capitalisme a plongé l'humanité dans la barbarie d'un cycle de vie fait de "crises-guerres-reconstructions". Ce faisant elle n'a fait que renforcer les conditions historiques qui, simultanément, rendent impossible toute défense des intérêts prolétariens par la lutte pour des réformes et forcent toute organisation qui se place sur ce terrain à devenir des forces de la bourgeoisie, intégrées aux rouages de l'État. Ces conditions sont, principalement, l'impossibilité des réformes et le développement du totalitarisme étatique

L'impossibilité des réformes

Pour affronter une concurrence internationale qui s'est exacerbée jusqu'à ses dernières limites ; pour faire face à des dépenses improductives qui s'accroissent en proportion de l'approfondissement des contradictions du système :

- maintien de l'appareil administratif et policier de l'État, devenant monstrueux ;
- dépenses gigantesques de la production militaire (jusqu'à 50 % du budget de l'État dans des pays comme l'U.R.S.S. ou les U.S.A.) ;
- frais de subventions aux secteurs de plus en plus nombreux à devenir déficitaires de façon chronique ;
- pour faire face à toutes les dépenses d'une gestion économique devenue d'autant plus coûteuse qu'elle est contradictoire et absurde : marketing, publicité, et, plus généralement l'essentiel du secteur dit "tertiaire" ; enfin, pour affronter tous ces frais improductifs, caractéristiques du capitalisme en déclin, le capital est contraint de pousser à ses ultimes extrêmes, en permanence, l'exploitation du prolétariat.

Dans ce contexte, la bourgeoisie ne peut plus, même sous la pression des plus fortes luttes ouvrières, concéder de véritables réformes.

Il est ainsi devenu courant de constater que depuis plus d'un demi siècle, toutes les luttes pour des revendications salariales n'aboutissent à rien. Sur le terrain économique, les augmentations de salaires ne sont que des rattrapages de la hausse constante du niveau des prix. L'élévation des salaires arrachée en France en juin 1936 (accords de Matignon : 12 % en moyenne) était annulée en six mois : rien que de septembre 1936 à janvier 1937, les prix montèrent en moyenne de 11 %. On sait aussi, par exemple, ce qui resta un an plus tard des augmentations obtenues en juin 68 avec les accords de Grenelle.

Sur le plan des conditions de travail, le phénomène est le même. Alors que dans la période ascendante du capitalisme, le temps de travail diminuait effectivement sous la pression des luttes ouvrières -de 1850 à 1900 la durée hebdomadaire de travail dans l'industrie est passée de 72 à 64,5 heures en France et de 63 à 55,3 heures aux U.S.A.-, dans le capitalisme décadent, celui-ci va connaître une stagnation, sinon un accroissement (sans parler du temps de transport qui augmente de jour en jour). En mai - juin 1968, la classe ouvrière devait reprendre la revendication qui soi-disant avait été satisfaite en 1936 : les quarante heures de 1936 étaient devenues 44,3 h en 1949, 45,7 h en 1962 !

La période de reconstruction qui s'ouvre en 1945 après les misères de la crise et de la guerre, a pu faire croire cependant qu'un aménagement des conditions de travail et de vie était encore possible : la relative prospérité que connaissait le capital était parvenue à résorber en partie le chômage, offrant une certaine sécurité de l'emploi. Partout, les défenseurs du système parlaient de la "spectaculaire augmentation du niveau de vie" dans les pays industriels. Quelle réalité recouvre donc cette "amélioration" qui a même amené certains à dire que le prolétariat avait disparu, dilué par une prétendue société de consommation ?

- **- Une exploitation accrue :**

Ce qui détermine les conditions de vie des travailleurs, c'est en priorité le temps de travail et le degré d'intensification de son exploitation. Dans ces domaines aucune concession significative n'a été accordée dans le capitalisme décadent. La durée du temps de travail n'a diminué officiellement que pour être compensée par l'obligation de faire des heures supplémentaires et l'allongement du temps de transport.

"Dans le domaine strictement économique, la situation de la classe ouvrière ne fut jamais pire. Dans de nombreux pays, le refus de faire des heures supplémentaires est cause immédiate de renvoi et partout l'introduction du soi-disant salaire de base, délibérément mesquin, des primes et bonifications à la productivité, etc., forcent le travailleur à accepter de "son plein gré" des journées de 10 à 12 heures... Dans l'aspect le plus profond de l'exploitation, celui de la "productivité par tête et par heure, le prolétariat se voit "acculé à une situation terrifiante. La production qu'on lui "soutire chaque jour s'accroît prodigieusement. D'abord les "innovations techniques, qui retirent à l'ouvrier toute intervention créatrice dans son travail, mesurent tous ses mouvements à la seconde et le transforment en un "mécanisme "de servitude vivant, assujéti à la même cadence que les "mécanismes métalliques. Ensuite, le chronométrage, traquenard atroce et répugnant, force les hommes à travailler chaque fois d'avantage avec le même outillage et dans la même unité de temps. En troisième lieu, la discipline de chaque établissement rogne sur la plus petite suspension de travail, même pour allumer une cigarette ou pour déféquer. La production qu'on arrache par ces moyens à chaque homme est énorme, comme dans la même proportion son épuisement physique et psychique." (MUNIS "Les syndicats contre la révolution")

- **- L'augmentation du pouvoir d'achat :**

Cette augmentation tant vantée par les adulateurs du capital n'est qu'une supercherie. Elle consiste en gros dans la capacité d'acquérir la télévision, la voiture et le "confort" des appareils électroménagers. Mais il ne s'agit là que du minimum nécessaire pour le maintien de l'exploitation dans les conditions de vie moderne. Le meilleur exemple en est la télévision, qui en plus d'être le plus triste moyen de faire oublier au travailleur son épuisement pendant les trois ou quatre heures qui lui restent après sa journée de travail, constitue un instrument idéologique dont la réputation n'est plus à faire. Si les ouvriers refusaient de posséder la télévision du fait de son prix, le capital les rendrait gratuites. La voiture, les appareils

électroménagers, sont des moyens de rentabiliser le temps "libre" du travailleur pour lui permettre de reproduire sa force de travail dans les rythmes de vie de plus en plus harassants qui lui sont imposés par le capital. Ils sont aussi indispensables au prolétaire moderne que les congés payés pour récupérer une année de labeur inhumain. Tout ce que l'on veut peindre comme un luxe n'est en fait que le strict minimum de l'époque moderne.

Les discours creux des défenseurs du capital ne peuvent cacher cette réalité que les travailleurs sentent quotidiennement depuis des décennies : le capitalisme ne fait que détériorer irréversiblement leurs conditions d'existence. Devant cet état de fait, devant les échecs systématiques des luttes pour de véritables réformes, quel rôle reste-t-il aux syndicats ? Reconnaître cet état de choses correspondrait, pour eux, à reconnaître leur inefficacité et donc à se saborder.

Ils se trouvent donc amenés, pour subsister, à devenir inmanquablement des "consolateurs" de la classe ouvrière, tout comme l'église le fut pendant des siècles pour les serfs. Ils ne promettent pas le bonheur dans le ciel, mais inventent des "victoires" là où il y a des défaites, parlent de conquêtes ouvrières là où il y a renforcement de l'exploitation et transforment en procession lénifiante toute lutte ouvrière. Tout comme l'église au Moyen-âge, ils constituent le fer de lance des classes dominantes au sein de la classe exploitée.

Le développement du totalitarisme étatique.

Développement des conflits entre capitalistes d'une même nation, des conflits entre différentes fractions du capital mondial. des conflits entre classes antagonistes, et de façon générale, exacerbation du conflit global entre le développement des forces productives et le cadre social devenu trop étroit pour les contenir ; de par ses propres mécanismes, la société capitaliste en décadence tend à se désagréger de toutes parts. Et, comme ce fut le cas dans les décadences de l'esclavagisme et du fédéralisme, la force totalitaire de l'État, intervenant à tous les niveaux, contrôlant tout, devient le facteur essentiel du maintien du vieil édifice social.

Si, dans la prospérité du XIXe siècle, le règne du "libre échange" et du non interventionnisme économique était possible, dans sa phase de décadence, le capital développe un État renforcé, coordinateur et contrôleur direct de tous les aspects de la vie sociale, et en premier lieu des rapports entre classe.

Depuis la première guerre mondiale, parallèlement au développement du rôle de l'État dans l'économie, les lois régissant les rapports entre capital et travail se sont multipliées, créant un cadre strict de "légalité" au sein duquel la lutte prolétarienne est circonscrite et réduite à l'impuissance. Ces règles prennent des formes dictatoriales brutales dans des cas comme ceux des régimes staliniens ou fascistes, ou des formes plus adroites -mais tout aussi efficaces- dans les régimes dits "démocratiques". Mais dans tous, elles constituent un véritable système d'encadrement de la classe ouvrière.

Dans ces conditions, toute organisation syndicale, contrainte par la nature même de sa fonction à rechercher la légalité, subit de façon permanente une pression qui tend à la transformer en courroie de transmission de l'État par le seul jeu du respect des lois capitalistes qu'elle doit dès lors faire accepter aux travailleurs. Dans le totalitarisme du capitalisme décadent, les rouages de l'État possèdent un pouvoir d'intégration dont la puissance ne peut être combattue que par l'action révolutionnaire directe contre l'État lui-même. Les syndicats, qui par définition n'assoient pas leur activité sur ce terrain, n'ont aucune force pour lui résister.

L'intégration des syndicats à l'État prend fréquemment des formes directes, sans nuances : ils deviennent officiellement partie intégrante de l'appareil étatique et dans beaucoup de cas la syndicalisation des travailleurs est rendue obligatoire par la loi. C'est ce qui se produit dans la plupart des pays nés des soi-disant "lutttes de libération nationale" sous les formes les plus séniles du capitalisme décadent, tout comme dans des régimes fascistes ou ceux dits "socialistes".

Dans les régimes "démocratiques", et en particulier lorsque les syndicats sont liés à des partis politiques d'opposition (ou dans les régimes où ils sont soumis à la clandestinité) l'intégration peut prendre des formes moins voyantes. Mais du fait même qu'ils acceptent le cadre de la légalité étatique (ou qu'ils cherchent à s'y faire accepter, dans le cas des syndicats clandestins, comme par exemple en Espagne) ils

se trouvent de fait intégrés dans les rouages de l'appareil d'État. Les oppositions entre fractions de l'appareil politique de la bourgeoisie ne servent ici qu'à donner aux organisations syndicales un vernis de combativité, du moins verbal, qui leur permet de mieux paraître comme "organisations ouvrières".

Que cela se fasse grossièrement, ou que cela prenne les formes du jeu des comédies politiques de la bourgeoisie, dans le capitalisme décadent les syndicats sont inévitablement absorbés par l'État. Au même moment où les syndicats ne peuvent plus subsister comme organisations ouvrières par l'impossibilité de leur tâche originelle, le capitalisme décadent crée au sein de l'État la nécessité d'une série de fonctions pour lesquelles les syndicats sont parfaitement appropriés (encadrement de la classe ouvrière, gestion du -marché de la force de travail, régularisation et désamorçage des conflits entre capital et travail, etc.) ; c'est pourquoi, comme on l'a vu dans la première partie de ce texte, on voit souvent l'appareil d'État les créer, les défendre, les subventionner... C'est seulement comme rouages de ces appareils associés à la gestion quotidienne de l'exploitation capitaliste, qu'ils peuvent survivre dans un monde où leur fonction originale est devenue impossible.

Les syndicats : police de l'État dans les usines.

C'est dans les usines et face aux explosions de la lutte ouvrière que les syndicats sont le plus indispensables à l'État capitaliste. Plongés au sein même de la classe révolutionnaire ils sont le mieux placés pour désamorcer, démoraliser, diviser toute tendance révolutionnaire dans la classe. Dans les pays à vieille tradition syndicaliste, ils sont devenus des experts dans la matière.

La principale faiblesse de toute classe exploitée est le manque de confiance en elle-même. Tout est bâti dans les sociétés de classe pour inculquer dans l'esprit des exploités l'idée de l'inévitabilité de leur situation et de leur impuissance à bouleverser l'ordre des choses. Le syndicalisme, en n'offrant d'autre perspective à la classe que celle d'aménagements illusoire de leur condition d'exploités et présentant en permanence la lutte comme un "terrible sacrifice pour les travailleurs", faisant de la négociation le seul but des luttes, chantant en permanence les louanges de l'idéal du "bon ouvrier", père de famille, responsable et sérieux dans son travail, est un des plus efficace colporteurs de l'idéologie de la classe dominante parmi les travailleurs. L'esprit qu'ils diffusent est celui de la démoralisation, de l'abnégation, il est l'inverse même de l'esprit combatif d'une classe révolutionnaire.

Les syndicats excellent dans la tâche de diviser toute lutte de la classe ouvrière, en l'enfermant dans des formes de lutte parfaitement inefficaces (grèves de quelques heures, grèves tournantes, grèves de rendement, etc.) et en cloisonnant tout combat prolétarien par atelier, par usine, par secteur. Empêcher l'unification des luttes, empêcher leur généralisation, tel est l'art principal des syndicats.

Enfin, lorsque des éléments révolutionnaires se dégagent dans une usine, mettant en question les syndicats et leurs agissements, la bureaucratie syndicale sait jouer le rôle de police se livrant à la répression physique lorsqu'ils le peuvent, recourant à la calomnie ("agents provocateurs du gouvernement", "agents de la CIA", etc.) dans les autres occasions. Dans tous les cas, ils se comportent en fidèles chiens du système.

On pourrait écrire des livres et des livres racontant les diverses méthodes de sabotage des luttes employées par les syndicats. Il suffirait pour cela de raconter les grèves des dernières décennies..., mais ce n'est pas notre objet ici. Il s'agit désormais de comprendre pourquoi il en est ainsi, comment faire pour combattre l'empoisonnement syndical, et d'abord comment ne pas faire.

Le syndicalisme révolutionnaire

Étant donné que c'est leur incapacité à sortir du cadre des luttes pour des réformes qui amènera les syndicats à être intégrés dans l'État bourgeois, ne peut-on concevoir un syndicalisme qui se donne des buts révolutionnaires et qui de ce fait pourrait échapper à la force d'absorption de l'appareil étatique ? C'est ce qu'ont essayé de faire, dès le début de ce siècle les anarcho-syndicalistes avec leur syndicalisme révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire constitua une réaction contre la dégénérescence parlementaire et réformiste des syndicats. Aussi dans les premiers temps put-il exprimer, du moins partiellement, un

véritable courant au sein du mouvement ouvrier. Mais, pour s'opposer au parlementarisme, le syndicalisme révolutionnaire, reprenant la vieille idée anarchiste tant combattue par Marx, préconisait le rejet de la lutte politique (dans laquelle il croyait voir la source de toute la dégénérescence réformiste). Il retrouvait ainsi, par son souci d'apolitisme" ses ennemis réformistes qui, comme on l'a vu, défendaient aussi, mais par d'autres chemins, l'apolitisme des syndicats.

Syndicalisme et parlementarisme sont étroitement liés à une forme de lutte correspondant à une période historique. Rejeter l'un sans l'autre c'est inévitablement tomber dans une attitude incohérente, qui ne peut déboucher que sur des impasses.

Dans le capitalisme décadent la lutte révolutionnaire ne peut prendre des formes syndicales : la lutte révolutionnaire est une lutte directe, de masses, généralisée, qui ne peut rentrer dans le moule d'une organisation bâtie en fonction de la lutte permanente et systématique pour des réformes, encore moins pour des réformes impossibles.

Le syndicalisme révolutionnaire devait soit adopter une politique s'adaptant à la forme syndicale -et dans le capitalisme décadent cela le condamne à passer dans le camp du capital, soit se saborder comme organisation syndicale pour s'intégrer à une lutte révolutionnaire, soit disparaître de la scène sociale. Aux USA, les IWW disparaissent. En France et en Espagne, malgré des résistances parfois puissantes, ils tombèrent dans le premier cas dans la participation à la guerre impérialiste, dans le second dans la participation au gouvernement de la République bourgeoise pendant la guerre civile[1].

Dans tous les cas, l'expérience du syndicalisme révolutionnaire n'a pu démontrer qu'une seule chose : l'impossibilité de construire des syndicats révolutionnaires dans la décadence capitaliste. C'est à dire l'impossibilité de construire des syndicats vraiment ouvriers.

[1] La CNT d'Espagne, seul exemple d'organisation syndicale à avoir tenté plusieurs fois la réalisation de son programme maximum, la "révolution sociale" (en 1933 et 34), ne le fit qu'après que les anarchistes de la FAI aient mené à l'intérieur de cette organisation une lutte sévère. Pendant toute la dictature de Primo de Ribera, la CNT, qui se caractérisait pourtant par son "apolitisme révolutionnaire" était en contact avec toute sorte de conspirateurs : Macia, l'Alliance Républicaine et les militants d'opposition dans le pays.

En juillet 1927 fut fondée le FAI. Ses membres, repoussant toute sorte de compromission d'ordre tactique, se proposaient la conquête de la CNT, afin de réaliser la révolution sociale. Elle fut le point de ralliement de tous ceux qui désapprouvaient l'orientation réformiste de l'anarcho-syndicalisme.

Lors de congrès national de 1930 les deux tendances s'affrontèrent. Les leaders de la CNT qui mettaient surtout l'accent sur le syndicalisme de la CNT, et proposaient de s'allier avec d'autres groupes et fractions pour faciliter l'implantation de la république, et les "purs" de la FAI insistant sur l'anarchisme de la confédération, refusant toute compromission. Ceux-ci l'emportèrent, les vieux leaders furent délogés de leurs postes, puis quittèrent avec leur fraction (les "trentistes" organisèrent leur propre syndicat) la confédération. La CNT ne participa donc pas de justesse à cette ébauche de front populaire en 1930.

Sous l'impulsion de la FAI, elle aussi "apolitique", la CNT alla de grève générale en tentative d'insurrection jusqu'en 1936. Fortement affaiblie par la répression, découragée par ses échecs successifs, la confédération avait suffisamment payé de sa personne l'impossibilité du syndicalisme révolutionnaire. Le congrès de 1935 vit revenir les "trentistes", qui entre temps avaient contracté toute sorte d'alliances avec la bourgeoisie. La tentative d'insurrection des "droites" le 18 juillet 36 et le soulèvement du prolétariat le 19 sonnèrent le glas de l'organisation ; les forces "ouvrières" montèrent au pouvoir, CNT et FAI en tête. En Catalogne, la place forte, la CNT fit partie du Comité des Milices Antifascistes en marge du "Gobierno de la Generalidad", puis entra dans ce dernier, lui donnant ainsi l'appui ouvrier tant recherché. L'apolitisme syndicaliste avait triomphé, les "purs" de la FAI eux mêmes n'allaient pas tarder à accepter d'être ministres de la république tant combattue.

Les "anti-autoritaires", partisans d'une "révolution sociale apolitique", agissant au nom de sacro-saints

principes moraux, n'ont jamais compris la destruction de l'appareil de l'État comté un moment de la lutte politique du prolétariat contre son ennemi de classe, la bourgeoisie.

Défendant des positions révolutionnaires (anti-frontisme, anti-parlementarisme au nom de la pureté d'une idéologie, les transgresser sous la pression des événements ne revêtait pas grande importance à leurs yeux, l'idéologie étant toujours "pure". Ainsi, la CNT et la FAI s'allièrent aux partis bourgeois, participèrent au gouvernement de la république bourgeoise, laissèrent massacrer le prolétariat lors des journées de Barcelone en 1937 "pour ne pas briser l'unité". En d'autres termes, ils révélèrent ce qui peut sembler une évidence, à savoir que l'apolitisme, le refus des frontières de classe institutionnalisés en principe, est une arme pour la bourgeoisie.

Dès 1936, la politique d'unité antifasciste de la CNT lui fait tenir le rôle de tous les autres syndicats réformistes l'encadrement de la classe ouvrière au service du capital. Malgré l'honnêteté de ses militants, l'organisation "apolitique" a rejoint les rangs de la bourgeoisie.

D'avoir tant lutté et sacrifié tant de militants révolutionnaires pour en arriver à siéger dans des ministères de la république, voilà le triste destin du "syndicalisme révolutionnaire apolitique".

S'alliant avec ceux qui ne cessèrent jamais de tirer sur les ouvriers révolutionnaires (dont la plupart étaient ses propres militants) la CNT enterrait l'anarcho-syndicalisme dans les poubelles de l'histoire aux côtés des partis parlementaires, des syndicats réformistes, des trotskystes et des stalinien.

Les gauchistes et les syndicats

Dans le monde syndicaliste il existe une branche "critique" : les gauchistes. Reprenant à leur compte les principales erreurs de la IIIe Internationale, ils défendent aujourd'hui la tactique de défense et de participation aux syndicats -dont ils critiquent les "erreurs" permanentes- les considérant comme des organisations ouvrières, et se donnant pour tâche de les "débureaucratiser" par la reconquête des postes de direction.

Les syndicats ont-ils une double fonction

Pour justifier leur appui "critique" aux syndicats, certaines tendances gauchistes expriment l'idée que les syndicats ont une double fonction : en temps "calme", lorsqu'il n'y a pas de luttes importantes, les syndicats défendraient la classe ouvrière face au patronat ; en temps d'effervescence sociale, ils défendraient le patronat contre la classe ouvrière. Ce raisonnement n'est qu'une façon biaisée de redéfendre les syndicats tout en ayant l'air de les rejeter. C'est justifier les syndicats tout en ayant l'air de les rejeter. C'était par exemple la position du groupe Pouvoir Ouvrier en mai 68 en France, qui spécifiait dans sa plateforme politique : "A l'étape présente, dans la plupart des pays capitalistes, les syndicats exercent objectivement une double fonction :

- défendre contre le patronat les intérêts immédiats des salariés,
- défendre la société capitaliste, dont ils acceptent les bases, contre tout mouvement des travailleurs qui pourrait la mettre en difficulté". (P.O. N°90, mai 68).

Cette pensée ne dépasse pas la profondeur de celle selon laquelle les corps de police défendent les intérêts des travailleurs lorsqu'il les sauve de la noyade sur la plage et qu'il ne les défend plus lorsqu'il les matraque lors d'une grève, servant alors le patronat.

On ne détermine pas la nature de classe d'une organisation par son attitude aux moments de "calme social", lorsque le prolétariat passif reste soumis au pouvoir de la bourgeoisie autant sur le plan économique qu'idéologique. Si on veut déterminer la nature de classe d'une organisation, c'est au moment où les classes s'affrontent ouvertement qu'il faut le faire.

La fonction des syndicats est claire lorsqu'on les voit, au cours de toute lutte ouvrière qui se généralise, empêcher les contacts entre ouvriers de différentes usines, falsifier les revendications des travailleurs, utiliser le mensonge et la calomnie pour faire reprendre le travail, en racontant, contre toute vérité, dans

chaque entreprise en lutte que "les autres ont repris" et qu'"on ne peut pas continuer seuls", en un mot, lorsqu'ils jouent le rôle de briseurs de grève. C'est alors que leur nature de classe apparaît au grand jour. La comédie revendicative qu'ils jouent quotidiennement dans les périodes de calme, se présentant comme défenseurs de la classe ouvrière dans les mascarades des négociations collectives et dans l'application scrupuleuse du droit du travail, cet ensemble de règles qui régit l'exploitation du travail, ne fait pas d'eux des représentants de la classe face au capital, mais des fonctionnaires du capital chargés de faciliter le fonctionnement normal et quotidien de la classe ouvrière. Les larmes de crocodile des syndicats devant les abus les plus criants du capital, les grèves de protestation de quelques heures, leur préoccupation pour les problèmes des individus ouvriers dans l'usine, toutes ces "petites tâches" sur lesquelles le mythe officiel fonde l'identification des syndicats aux intérêts de la classe ouvrière, mythe que les gauchistes reprennent à leur façon "critique", ne sont en fait qu'une condition nécessaire pour l'efficacité de l'encadrement syndical lors des luttes véritables.

De même que les policiers doivent sauver des noyés ou régler la circulation sur les routes pour justifier leur existence et pouvoir réprimer les luttes ouvrières au nom de "l'intérêt public", de même les syndicats doivent remplir ces fonctions d'"assistante sociale" des ouvriers et de soupape qui libère la pression excessive pour pouvoir assurer le jour du combat leur fonction d'encadrement et de répression au nom de "l'intérêt ouvrier".

Sabotage des luttes ouvrières et "représentation officielle" des travailleurs dans le cadre de l'exploitation capitaliste ne sont pas dans le capitalisme décadent deux fonctions différentes, encore moins contradictoires, des syndicats. Ce ne sont que deux aspects d'une seule et même fonction anti-prolétarienne.

La bureaucratisation des syndicats et les illusions sur leur "reconquête"

Autre argument repris systématiquement par des gauchistes pour justifier leur appui "critique" et leur participation dans ces organes, est celui qui consiste à présenter les syndicats comme des organisations qui, par elles-mêmes, seraient des formes d'organisation valables pour la lutte ouvrière, mais qui seraient dévoyées de leur véritable fonction par leur bureaucratisation et par les "mauvais dirigeants" qui se trouvent à leur tête. Il s'agirait donc de "reconquérir les syndicats" en les rendant plus démocratiques (revendication du droit de fraction en leur sein) et en changeant la "direction pourrie" pour mettre de vrais chefs ouvriers à leur tête.

Au lieu de comprendre la bureaucratie et les "mauvais" chefs syndicaux comme étant le produit inévitable de la nature capitaliste des syndicats, on voudrait les présenter comme la cause des "erreurs" et des "trahisons" syndicales.

La bureaucratisation d'une organisation n'est pas le renforcement du pouvoir de décision de ses organes centraux. Contrairement à ce que pensent les anarchistes, centralisation n'est pas synonyme de bureaucratisation. Au contraire. Dans une organisation traversée par l'activité consciente et passionnée de chacun de ses membres, la centralisation est le moyen le plus efficace pour stimuler la participation de chaque membre à la vie de l'organisation. Ce qui caractérise le phénomène de bureaucratisation, c'est le fait que la vie de l'organisation ne vient plus de l'ensemble de ses membres, mais qu'elle est artificiellement, formellement, réduite à celle de ses "bureaux", de ses organes centraux.

Si un tel phénomène s'est généralisé à tous les syndicats, dans la décadence capitaliste, ce n'est pas du fait de la "malveillance" des responsables syndicaux, ni d'un phénomène inexplicable de "bureaucratisation".

Si la bureaucratie s'est emparée des syndicats, c'est parce que les travailleurs ne peuvent plus apporter ni vie, ni passion à un organe qui n'est plus le leur.

L'indifférence des ouvriers à l'égard de la vie syndicale n'est pas, comme le pensent les gauchistes, une preuve d'inconscience des travailleurs. Elle manifeste au contraire l'existence dans le prolétariat d'une compréhension sourde de l'inefficacité des syndicats dans la défense de ses intérêts de classe et même de leur appartenance à la classe ennemie.

Les rapports entre les travailleurs et leur syndicat ne sont pas des rapports de la classe ouvrière avec son instrument de lutte. Ils prennent la plupart du temps la forme de rapports entre des individus, ayant des problèmes individuels, et une assistante sociale (qui est "bien avec le patron").

Il y a bureaucratie parce qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de vie ouvrière dans les syndicats. Les gauchistes qui militent dans les syndicats se donnent entre autres tâches de "réanimer" la vie syndicale. Ils n'y parviennent pas plus que le jeune militant syndical "qui y croit" au début, avant de quitter, désabusé ou de devenir à son tour un bonze. La seule chose qu'ils réussissent à faire, c'est de retarder la prise de conscience dans la classe du caractère capitaliste de ces organisations. Le leitmotiv de ces gauchistes : "c'est une mauvaise organisation ouvrière, mais elle est ouvrière quand même", est finalement la meilleure défense de ces organes lorsque la méfiance des travailleurs s'accroît à leur égard. Les bureaucraties syndicales trouvent en fait dans les "exaltés", professionnels de la "critique constructive", leurs meilleurs alliés, les rabatteurs des travailleurs qui "s'égarent dans l'anti-syndicalisme".

Quant à la tactique de la reconquête de la direction des syndicats pour en faire de vraies organisations de classe, elle relève de la même myopie, lorsqu'elle n'est pas tout simplement le paravent de vulgaires ambitions bureaucratiques. L'attitude anti-ouvrière des syndicats n'est pas une affaire de bons ou de mauvais chefs. Ce n'est pas un hasard si, depuis plus de cinquante ans, les syndicats ont toujours eu de "mauvais dirigeants".

Ce n'est pas parce que les chefs sont mauvais que les syndicats ne se prêtent pas aux véritables luttes de la classe ouvrière. C'est au contraire parce que les syndicats, comme organisations, ne peuvent plus servir à la lutte prolétarienne que leurs chefs sont inévitablement "mauvais". Comme le faisait remarquer Pannekoek

"Ce que Marx et Lénine ont dit et redit de l'État, à savoir que son mode de fonctionnement, malgré l'existence d'une démocratie formelle, ne permet pas de l'utiliser comme instrument de la révolution prolétarienne, s'applique donc aux syndicats. Leur puissance contre révolutionnaire ne sera pas anéantie, pas même entamée, par un changement de dirigeants, le remplacement des chefs réactionnaires par des hommes de "gauche" ou "révolutionnaires". C'est bel et bien la forme d'organisation elle-même qui réduit les masses à l'impuissance ou tout comme, et qui leur interdit d'en faire les instruments de leur volonté."

Contenu et formes de la lutte ouvrière dans le capitalisme décadent

LE CONTENU

Devant le constat du rôle ouvertement anti-ouvrier des syndicats, les grèves sauvages, anti-syndicales se sont multipliées dans tous les pays. Elles expriment dans la pratique l'antagonisme prolétariat-syndicats et traduisent une conscience de plus en plus claire de la nature capitaliste de ces organes. Mais quel est leur contenu ?

Le fait que le capitalisme ne soit plus en mesure d'accorder des aménagements véritables de l'exploitation du travail, a réduit les luttes prolétariennes à un combat de résistance contre l'attaque permanente du capital sur les conditions d'existence des travailleurs.

Nous avons montré, avec les exemples de 1936 et 1968 en France, comment le capital est contraint de reprendre immédiatement n'importe quelle amélioration que les luttes généralisées aient pu lui arracher. Mais 1936 et 1968, où l'on voit des augmentations de salaires être rattrapées postérieurement par des hausses de prix sont des exceptions correspondant à des luttes d'une particulière grande ampleur. La situation normale, celle qui caractérise le capitalisme actuel, ce n'est pas celle où les prix courent derrière les hausses de salaire, mais l'inverse.

Ce n'est pas le capital qui essaie de récupérer en permanence ce que les travailleurs lui arrachent, mais les travailleurs qui, par leurs luttes, tentent de résister à l'intensification de leur exploitation.

Mais ce qui caractérise le contenu des luttes ouvrières dans le capitalisme décadent, ce n'est pas le fait qu'elles soient des luttes de résistance en soi (ceci est commun à toutes les luttes prolétariennes depuis que les ouvriers affrontent leurs exploiters), mais :

- le fait qu'elles ne puissent plus être que des luttes de résistance (sans espoir de nouvelles conquêtes comme au XIX^e siècle) ;
- le fait qu'elles tendent à mettre immédiatement en question les conditions mêmes d'existence du système d'exploitation ;
- à devenir ouvertement révolutionnaires.

La résistance ouvrière dans le capitalisme décadent ne peut plus échapper à l'alternative suivante :

- soit accepter, sous la pression de toutes les forces de conservation du système, l'enfermement dans le domaine strictement économique, et, dès lors, être condamnée à l'impasse totale, le capital ne pouvant plus rien accorder de réel dans ce domaine, (impasse qui engendre par elle-même le terrain le plus fertile pour le développement dans les rangs prolétariens des meilleures armes de la bourgeoisie contre la résistance ouvrière : l'économisme, le localisme le plus étroit, l'illusion autogestionnaire, etc.) ... avec toujours au bout la défaite et la démoralisation.
- soit s'affirmer conséquente avec elle-même, décidée, et dès lors, elle est immédiatement contrainte de déborder le cadre strictement économique pour faire apparaître sa nature politique en développant la solidarité de classe et affrontant les fondements mêmes de la légalité bourgeoise (en commençant par les représentants au sein de l'usine : les syndicats).

Il n'y a plus de terrain de conciliation possible entre le capital et la force de travail. L'antagonisme originel est, dans la décadence capitaliste, constamment poussé à ses dernières limites. C'est pourquoi toute lutte ouvrière véritable se pose inévitablement et de façon immédiate en lutte politique et RÉVOLUTIONNAIRE.

Par ailleurs, ce contenu révolutionnaire éclate avec plus ou moins d'ampleur, suivant que :

- la lutte répond à une situation de crise plus ou moins approfondie ;
- les conditions politiques auxquelles les travailleurs s'affrontent contiennent plus ou moins d'"amortisseurs sociaux" (syndicats, partis "ouvriers", libéralisme politique, etc.). Dans les pays où ces "amortisseurs" font défaut ou sont trop rigides pour remplir ce rôle, les luttes ouvrières, tout en étant moins fréquentes, prennent beaucoup plus rapidement une tournure ouvertement politique.

C'est ainsi que dans des pays tels que l'Espagne franquiste ou dans les pays de l'Est, les grèves ouvrières ont si souvent pris la forme de luttes insurrectionnelles embrasant des villes entières et se transformant en affrontements généralisés avec les forces de l'État (Vigo, Pampelune, Vitoria, en Espagne ; Gdansk, Szczecin, en Pologne 1970, sont parmi les exemples les plus connues).

Mais quelles que soient les circonstances précises, quelle que soit l'intensité des combats, la résistance ouvrière à notre époque ne peut plus s'affirmer sans faire éclater sa substance révolutionnaire.

C'est cette nouvelle caractéristique de la lutte ouvrière qui a amené les révolutionnaires dès la première Guerre Mondiale, à proclamer désuète la vieille distinction social-démocrate entre "programme minimum" défini par un ensemble de réformes à obtenir au sein du capitalisme et le "programme maximum" (la révolution communiste). Désormais, seul le "programme maximum" pouvait exprimer les intérêts de la classe ouvrière.

Lorsque la possibilité d'obtenir des réformes sous le capitalisme devient une utopie, seul ce qui est révolutionnaire est ouvrier. SEUL CE QUI CONDUIT VERS LA RÉVOLUTION PEUT ÊTRE AUTHENTIQUEMENT PROLÉTARIEN.

Est-ce à dire que la classe ouvrière doit abandonner ses luttes économiques comme le lui conseillent, depuis Proudhon, tous ceux qui considèrent, 'soi-disant au nom de la "Révolution totale", les luttes économiques comme des actions mesquines, intégrées à la vie et la sauvegarde du capital t

Cela n'a aucun sens du point de vue de la classe révolutionnaire. Le prolétariat est une classe, c'est-à-dire, un ensemble d'hommes défini suivant des critères ÉCONOMIQUES (position qu'ils occupent dans le processus de production). De ce fait, préconiser qu'il abandonne ses luttes économiques c'est, dans les faits, concrètement, lui demander : soit d'abandonner tout combat pour rester passif face à son exploitation, soit, de se plonger dans de quelconques luttes a-classistes (coopératives, féminisme, écologie, régionalisme, antiracisme, etc.), se dissolvant dans une masse hétéroclite et invertébrée d'"hommes de bonne volonté" et autres avides de "justice humaniste". Dans les deux cas, cela revient au vieux cri de la bourgeoisie aux prolétaires : "Abandonnez la lutte de classe !"

Seuls ceux qui n'ont jamais compris pourquoi et comment la classe ouvrière est la force révolutionnaire de notre époque peuvent aboutir à une telle conclusion. Si la classe ouvrière est la seule capable de concevoir et de réaliser le projet de la société communiste ce, n'est pas parce qu'elle serait douée d'un goût particulièrement prononcé pour les idées et les entreprises "généreuses". Tout comme les autres classes révolutionnaires de l'histoire, le prolétariat n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint objectivement. Et comme pour toute classe, ces intérêts ont des fondements économiques. C'est parce que la destruction du système capitaliste est le seul moyen de parer à une situation de permanente dégradation de ses conditions d'existence que la classe ouvrière fait de ses luttes pour l'aménagement de sa situation économique, un combat pour la destruction du système lui-même.

La lutte révolutionnaire du prolétariat n'est donc pas la négation du caractère économique de sa lutte mais l'aboutissement d'une compréhension globale de la réalité de ce combat. En embrassant consciemment le caractère politique de sa lutte économique quotidienne, en l'exacerbant jusqu'à la destruction définitive de l'État capitaliste et l'instauration de la société communiste, le prolétariat n'abandonne pas la défense de ses intérêts économiques : il ne fait qu'en assumer toute la réalité et toutes les conséquences.

Tant que le prolétariat 'existera, c'est-à-dire, tant qu'existeront les classes, y compris au lendemain de la prise du pouvoir révolutionnaire, le combat ouvrier gardera un fondement économique. Les fondements économiques de l'action historique des hommes ne disparaîtront qu'avec l'épanouissement de la société communiste, c'est-à-dire, avec la disparition des classes et, par là, du prolétariat. En attendant, c'est inévitablement au travers de sa résistance immédiate à l'exploitation capitaliste que la classe ouvrière forge les armes de son combat révolutionnaire. C'est elle qui lui permet et la contraint à s'unifier comme classe et c'est donc dans son feu qu'il peut faire sienne la conscience de la nécessité et de la possibilité de la révolution communiste.

Ce que le prolétariat doit abandonner ce n'est pas le caractère économique de sa lutte (cela lui est d'ailleurs impossible tant qu'il se bat en tant que classe), mais toutes les illusions sur d'éventuelles possibilités de mener à bien le défense de ses intérêts, même les plus immédiats, sans sortir du cadre strictement économique et sans assumer consciemment le caractère politique, global et révolutionnaire de sa lutte. Devant l'inévitable échec immédiat de ses luttes revendicatives dans le capitalisme décadent, ce que la classe ouvrière doit conclure ce n'est pas que ces luttes soient inutiles, mais que le seul moyen de les rendre utiles pour la cause prolétarienne c'est de les concevoir et les transformer consciemment en moments d'apprentissage et de préparation de combats plus généralisés, plus organisés et plus conscients

de l'inévitabilité de l'affrontement final avec le système d'exploitation. Dans l'ère du capitalisme en déclin et de la mise à l'ordre du jour de la révolution communiste, l'efficacité des luttes immédiates de la classe ouvrière ne peut plus être ni envisagée ni mesurée en termes immédiats. Elle ne peut plus être conçue qu'en fonction de la perspective mondiale et historique de la révolution communiste.

LES FORMES D'ORGANISATION

Avec la perte des syndicats, il se pose à la classe ouvrière le problème de se doter d'une NOUVELLE forme d'organisation. Mais ce n'est pas chose simple dans le capitalisme décadent.

La grande force des syndicats vient de leur capacité à se faire reconnaître comme le seul cadre possible pour la lutte. Ainsi, patronat et gouvernement n'acceptent pas d'autre "interlocuteur" que les syndicats. Tous les jours, inlassablement, par voie de tracts, presse, radio et télévision, etc. le capital répète systématiquement au prolétaire : "Votre organisation, ce sont les centrales syndicales". Tout est mis en oeuvre pour renforcer cette capacité mystificatrice des appareils syndicaux.

L'opération n'a pas toujours le succès escompté : -"Dans un pays où le matraquage sur la représentativité des syndicats est aussi violent qu'en France, il n'y a pas plus d'un ouvrier sur cinq qui ressent le besoin de se syndiquer. Il faut de plus en plus souvent la collaboration des organisations "gauchistes" pour maintenir auprès des travailleurs les plus combatifs la crédibilité de ces appareils du capital.

Soumis sans relâche à pareille opération mystificatrice, les travailleurs des pays à forte "liberté syndicale" ont le plus grand mal à envisager la possibilité d'organiser leurs luttes en dehors des appareils traditionnels. Il faut une situation particulièrement insupportable pour qu'ils trouvent la force de s'opposer, ouvertement, à l'immense machine de l'État avec ses partis et ses syndicats. Car c'est bien cela qui caractérise et rend si difficile la lutte du prolétariat dans le capitalisme décadent : en s'opposant aux syndicats, la classe ouvrière ne se heurte pas seulement à une poignée de bureaucrates syndicaux ; c'est l'État capitaliste lui-même qu'elle affronte. Mais le fait même de cette difficulté rend plus significatif tout surgissement de la classe en dehors des syndicats. Il donne toute son importance à la question des formes d'organisation extra syndicalistes.

Le problème des FORMES d'organisation de la lutte ouvrière n'est pas un problème indépendant ou séparé de celui du contenu de cette lutte. Il y a une interrelation étroite entre le contenu révolutionnaire que tendent à prendre immédiatement les luttes prolétariennes dans la décadence capitaliste, et les formes d'organisation que la classe se donne.

PENDANT LA LUTTE

Au cours de ses plus grandes luttes révolutionnaires de ce siècle, le prolétariat s'est donné une nouvelle forme d'organisation adaptée à sa tâche révolutionnaire : les Soviets ou Conseils Ouvriers, assemblées de délégués, mandatés par les assemblées générales de travailleurs. Ces organes de centralisation et d'unification de la classe sont le lieu où se forment, au feu de la lutte, les forces matérielles et théoriques de l'attaque contre l'État. Mais par leur forme même, ils ont une particularité majeure. Du fait qu'ils sont des assemblées de délégués élus par de multiples assemblées générales quasi permanentes, leur existence est entièrement dépendante de l'existence d'une lutte généralisée. Si la classe n'est pas en lutte dans l'ensemble des usines, s'il n'y a pas d'assemblées générales des travailleurs dans tous les lieux où ils combattent, les Conseils ne peuvent pas exister.

Leur existence ne peut devenir permanente que lorsque la lutte ouverte et généralisée devient elle-même permanente, c'est-à-dire pendant le processus révolutionnaire : les conseils ouvriers sont l'organe spécifique du pouvoir prolétarien.

Comment s'organise donc la classe ouvrière au cours des luttes où, tout en se heurtant à l'État et à ses appendices syndicaux, elle n'est pas pour autant parvenue à un stade insurrectionnel généralisé ?

L'expérience de milliers de grèves sauvages depuis plus d'un demi siècle a donné une réponse claire à cette question. Aux quatre coins de la planète, dans les conditions historiques et géographiques les plus variées, les grèves anti-syndicales prennent spontanément une forme d'organisation particulièrement simple : les assemblées générales de grévistes coordonnées entre elles par des comités de délégués élus et responsables en permanence devant elles.

On retrouve les mêmes fondements organisationnels qui servent de base aux Conseils révolutionnaires. Formes et contenu sont liés dans le capitalisme décadent, de même que le contenu des grèves conséquentes porte en lui le germe de celui des grandes luttes révolutionnaires, de même, leurs formes d'organisation laissent paraître de façon embryonnaire celle des organes de la révolution.

EN DEHORS DES LUTTES

Face à la mort des formes syndicales, la classe ouvrière a, par sa propre expérience, résolu dans la pratique la question des formes d'organisation qu'elle doit se donner pour mener à bien ses luttes ouvertes. Mais les syndicats ne constituaient pas uniquement des formes d'organisation pour la lutte ouverte. Organisations PERMANENTES, ils étaient aussi une forme d'organisation pour les travailleurs en dehors des périodes de lutte. Avec le parti de masse, ils constituaient de véritables pôles permanents de regroupement de la classe. Avec leur disparition comme instruments prolétariens, il se pose à la classe le problème de savoir si elle peut s'organiser en tant que classe en dehors des périodes de lutte et comment.

Lorsque la lutte cesse, après une grève sauvage par exemple, les comités de grève disparaissent avec les assemblées générales. Les travailleurs tendent à redevenir une masse d'individus atomisés et vaincus, acceptant de plus ou moins bon gré la représentativité des syndicats. Ce retour à la passivité peut prendre plus ou moins de temps, mais s'il n'y a pas de nouvelle lutte ouverte, il est toujours inéluctable. Pour éviter un tel retour, il est fréquent qu'au lendemain d'une lutte, les travailleurs les plus combattifs tentent de rester organisés, de créer une organisation PERMANENTE qui permette de regrouper la classe en dehors de ses combats. L'échec a systématiquement sanctionné ces tentatives

- Soit l'organisation créée se dissout au bout de peu de temps d'existence sous l'effet de la démoralisation due à l'incapacité de regrouper l'ensemble des travailleurs ; ce fut le cas des AAU en Allemagne après les luttes de 1919-23 par exemple, ou de la plupart des comités d'action qui tentèrent de subsister en France après mai 1968[1]
- Soit elle subsiste et se transforme en un nouveau syndicat. Ce retour au syndicalisme se fait dans certains cas sous les formes les plus grossières, les animateurs des dits noyaux préconisant tout simplement la formation d'un nouveau syndicat, plus "radical", "moins bureaucratique", "plus démocratique", etc. (ce fut le cas, par exemple, du comité de grève que les trotskystes essayèrent de faire subsister au lendemain de la grève de Renault en France en 1947, tout comme celui des "Comisiones Obreras" en Espagne, devenues, dès la fin des années 60, une véritable structure syndicale nationale, instrument des partis bourgeois de l'opposition "démocratique").

Mais, avec l'usure croissante de la mystification syndicale, le retour aux pratiques syndicalistes tend de plus en plus à se faire sous le couvert de formes plus ambiguës, plus "confusionnistes" qui se drapent de tout un langage "anti-syndicaliste".

Au cours des luttes ouvertes, surtout celles qui se heurtent de front aux appareils syndicaux, l'impossibilité de séparer la lutte économique immédiate de la lutte historique révolutionnaire, apparaît dans toute son évidence. Au lendemain de ces luttes, il est courant que l'idée d'essayer d'"inventer" une nouvelle forme d'organisation permanente, qui, tout comme l'assemblée des grévistes, ne soit "ni uniquement économique, ni uniquement politique", prenne corps parmi certains travailleurs. Mais il ne suffit pas de "vouloir" que cela soit possible pour qu'il en soit ainsi dans les faits. En voulant garder des syndicats deux de leurs caractéristiques principales : être une organisation unitaire (c'est-à-dire capable de regrouper l'ensemble des travailleurs) et permanente (c'est-à-dire, existant en dehors des périodes de lutte ouverte), ces tentatives aboutissent toutes, à plus ou moins court terme, à un échec sanctionné par le retour inévitable au crétinisme syndicaliste. Au fur et à mesure que l'enthousiasme de la lutte ouverte s'éteint, l'organisation, impuissante devant la démobilisation des travailleurs, tombe progressivement dans la préoccupation de trouver des revendications "concrètes", "réalistes" qu'on cherche à inventer pour "remobiliser les masses". Elle arrive vite à la simple surenchère sur les revendications des centrales syndicales (36 heures par semaine au lieu de 40, 200 francs d'augmentation au lieu de 100, des "revendications qualitatives" au lieu de "quantitatives", etc.) pour plonger dans la mythologie des "victoires immédiates" -les idées révolutionnaires générales paraissant, de plus en plus, "trop abstraites pour être comprises par les travailleurs".

De politique, l'organisation ne fait que rechercher des moyens pour se distinguer des organisations syndicales classiques et de leurs partis : un langage qui se veut plus à gauche, plus "radical" et des gadgets politiques : les "revendications impossibles" ou la sinistre plaisanterie de l'autogestion. Ainsi, en peu de temps, l'organisation qui se voulait n'être "ni un syndicat, ni une organisation politique" n'accouchera que d'un... syndicat plus "politisé", un syndicat gauchiste, généralement très minoritaire et plus que confus, dont la seule particularité réelle est celle de refuser de se reconnaître comme ce qu'il est : un syndicat. Certains courants gauchistes se sont développés en spécialistes de l'animation de ce genre de pratique : "Autonomia Operaia" en Italie, "Plataformas anti-capitalistas" en Espagne, sont probablement les exemples les plus typiques de ce syndicalisme honteux.

Pourquoi tous ces échecs ?

Que ce soient les unions (A.A.U.) en Allemagne entre 1919 et 23, ou les Comités d'Action en France en 1968-69, les C.U.B. (Comités Unitaires de Base) et les "Assemblées Autonomes" en Italie, ou les Commissions Ouvrières en Espagne, il s'agit toujours à l'origine de cercles d'ouvriers formés par les travailleurs les plus combattifs.

Tous ces cercles expriment la tendance générale de la classe vers l'organisation. Mais, contrairement à ce que pensent les gauchistes qui se sont attachés à vouloir inventer de nouvelles formes d'organisation de la classe (des "Cahiers de Mai" en France aux "Assemblées Autonomes" en Italie actuellement) il n'y a pas quinze formes d'organisation possibles pour le prolétariat. Une forme d'organisation doit inévitablement être adaptée au but qu'elle poursuit. A chaque but il correspond une forme d'organisation la plus adaptée, la plus efficace. Or, la classe ne poursuit pas quinze buts. Elle en a un : lutter contre l'exploitation qu'elle subit ; en combattre aussi bien les effets que la cause.

Le prolétariat ne dispose pour ce combat que de deux armes :

- sa conscience
- son unité.

Aussi, lorsqu'en dehors des luttes ouvertes, des travailleurs se regroupent afin de contribuer au combat général de leur classe, ils ne peuvent se donner que deux types de tâches principales :

- contribuer à l'approfondissement et à la généralisation de la conscience révolutionnaire de la

classe ;

- contribuer à son unification.

Les formes d'organisation de la classe sont donc inévitablement marquées par la nécessité de remplir ces deux tâches. Mais c'est ici que surgissent les problèmes : ces deux tâches sont deux aspects d'une même tâche générale, deux contributions à un même combat. Mais elles n'en ont pas moins des caractéristiques contradictoires :

Pour pouvoir UNIFIER la classe, il faut une organisation à laquelle n'importe quel prolétaire puisse adhérer indépendamment de ses idées politiques, par le simple fait qu'il est ouvrier.

Mais, pour ÉLEVER LE NIVEAU DE CONSCIENCE de l'ensemble des travailleurs, il faut que ceux qui sont les plus avancés ne restent pas les bras croisés à attendre que ça se développe tout seul. C'est leur devoir de diffuser leurs convictions, de faire de la propagande, d'intervenir avec leurs positions politiques parmi le reste de leur classe. Tant que la classe ouvrière existera comme classe exploitée (et lorsqu'elle ne sera plus exploitée, elle ne sera plus une classe) il subsistera en son sein des différences immenses quant à la conscience et à la volonté révolutionnaire de ses membres. Au cours des luttes tous les prolétaires tendent, de par la situation même qu'ils occupent au sein de la production, vers la conscience révolutionnaire. Mais tous n'évoluent pas au même rythme. Il existe toujours des individus et des fractions de la classe plus décidés, plus conscients de la nécessité et des moyens de l'action révolutionnaire, et d'autres plus craintifs, plus hésitants, plus sensibles à l'idéologie de la classe dominante. C'est au cours du long processus des luttes de la classe que la conscience révolutionnaire se généralise. L'intervention des éléments les plus avancés est alors un facteur actif de ce processus. Mais ce travail exige un accord politique important entre ceux qui le font. Et, par ailleurs, il ne peut être fait que de façon organisée. Aussi, l'organisation qui se donne cette tâche ne peut être formée que par des individus d'accord sur une PLATEFORME POLITIQUE. Si une telle organisation acceptait en son sein toutes les convictions politiques existant dans la classe, c'est-à-dire, si elle refusait de se donner cette plateforme politique qui doit tendre à résumer les acquis de deux siècles d'expérience de lutte prolétarienne, elle deviendrait incapable d'accomplir sa tâche. Sans critères politiques stricts d'adhésion, elle est condamnée à devenir une source de confusion.

S'unifier, d'une part, élever son niveau de conscience d'autre part, ce sont là, deux tâches dont la classe doit s'acquitter de façon organisée. Mais elle ne peut le faire avec un seul type d'organisation. C'est pourquoi elle s'est toujours donnée deux formes fondamentales d'organisation

- les organisations UNITAIRES, ayant pour tâche de regrouper tous les travailleurs indépendamment de leur idées politiques (c'étaient les syndicats dans le capitalisme ascendant, ce sont les Conseils et les assemblées générales dans le capitalisme décadent) ;
- les organisations POLITIQUES, fondées sur une plateforme politique et sans critère social d'adhésion (partis et groupes politiques).

La grande majorité des tentatives de créer des organisations unitaires de la classe en dehors des luttes ouvertes sont caractérisées par la volonté plus ou moins affirmée de créer une organisation qui soit simultanément UNITAIRE et POLITIQUE, c'est à dire une organisation qui soit en même temps ouverte à tous les travailleurs et qui se donne pour tâche de défendre des positions politiques au sein de la classe, en particulier à l'égard des syndicats.

Et c'est là, la première raison de leur échec systématique. On a vu pourquoi une organisation politique ne peut pas être "ouverte" -comme une organisation unitaire- sans devenir une source de confusion.

Mais les fondements de ces échecs trouvent leur source surtout dans une impossibilité générale à laquelle se heurte la classe ouvrière dans le capitalisme décadent : celle de s'organiser de façon unitaire en dehors des périodes de lutte ouverte.

Les syndicats ouvriers pouvaient être au XIXe siècle des organisations permanentes et unitaires de la classe du fait de leur fonction : la lutte systématique pour des réformes pouvait et devait être une tâche permanente. Autour d'elle les travailleurs pouvaient effectivement se regrouper et créer un véritable lieu vivant de formation de la conscience de classe, car elle se traduisait régulièrement par des résultats concrets. Mais lorsque cette lutte est devenue impossible et inefficace, lorsque la résistance ouvrière ne peut plus s'exprimer que dans et par la lutte ouverte, il ne reste aucun axe capable de permettre le regroupement général de la classe en dehors de la lutte. Des masses ne peuvent s'organiser longtemps autour d'une activité sans efficacité immédiate.

La seule activité qui peut engendrer une organisation stable sur un terrain de classe en dehors des périodes de lutte est une activité qui ne peut être conçue à court terme, une activité qui doit se placer au niveau du combat historique et global de la classe et qui n'est autre que celle de l'organisation politique prolétarienne, tirant les leçons de l'expérience historique ouvrière, se réappropriant le programme communiste et faisant un travail d'intervention politique systématique. Or, c'est là une tâche de minorités qui ne peut en aucun cas constituer une base réelle de regroupement général, unitaire de la classe.

Coincés entre l'incapacité à devenir une organisation unitaire de la classe et celle de devenir une véritable organisation politique sans devoir abandonner toute prétention à être unitaire, ces tentatives d'organisations unitaires et permanentes sont ainsi condamnées soit à se dissoudre soit à se maintenir en vie en adoptant la seule activité qui puisse leur donner une illusion d'existence : devenir des syndicats.

Les noyaux ouvriers qui se forment en dehors des périodes de lutte ouverte ne peuvent être au mieux que des lieux, des cercles provisoires où les travailleurs commencent l'approfondissement de leur conscience de classe. Toute tentative de les figer en essayant de les transformer en ce qu'ils ne peuvent pas être : des organisations stables, ne peut aboutir qu'aux impasses que nous avons vues.

L'INTERVENTION DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les syndicats sont appelés à jouer dans les années à venir un rôle primordial sur la scène politique de la lutte des classes. Ils sont le principal rempart derrière lequel le capital peut se protéger contre l'assaut prolétarien. Pour le prolétariat, ils sont le premier ennemi à abattre, la première barrière à faire éclater. C'est pourquoi, leur dénonciation est une des premières tâches de l'intervention des révolutionnaires. Les communistes doivent expliquer une et mille fois aux travailleurs que ceux qui aujourd'hui sont en tête de leurs cortèges syndicaux et prennent tant de soin à les encadrer d'un service d'ordre à brassard rouge, sont les mêmes qui demain prendront les armes contre eux. Ils ont à dénoncer tout aussi inlassablement ceux qui, sous prétexte de "double nature des syndicats", "fronts uniques ouvriers" et autres "appuis critiques", s'escriment à présenter ces organes du capital comme des organisations ouvrières : les gauchistes, les autogestionnaires et autres rabatteurs de gibier du capitalisme décadent.

Contrairement à ceux qui voient dans l'invention et la mise en avant de revendications "plus radicales", "plus irréalisables", ou "plus transitoires" une carotte pour encourager le prolétariat à "passer des luttes économiques aux luttes politiques", les communistes ne défendent pas des revendications particulières. Ils font leurs toutes les revendications de la classe du moment qu'elles expriment la **RÉSISTANCE** du prolétariat à l'aggravation de son exploitation. Leur tâche est de montrer que dans le capitalisme décadent il ne peut plus y avoir de satisfaction durable par le capital de revendications représentant de véritables améliorations de la condition ouvrière, qu'il ne peut plus y avoir de lutte contre les effets de l'exploitation qui ne soit lutte contre les causes de l'exploitation ; qu'il n'y a d'autre victoire réelle dans les luttes revendicatives que celle d'acquérir les moyens de la lutte pour la destruction définitive du système lui-même.

La dénonciation des syndicats va inévitablement de pair avec la défense des formes d'organisation propres à la lutte prolétarienne dans le capitalisme décadent : conseils, comités d'usine, assemblées générales.

Mais par elles-mêmes les formes d'organisation de la classe ne peuvent en aucun cas être une condition SUFFISANTE pour garantir à la lutte ouvrière une réelle autonomie de classe. La bourgeoisie sait parfaitement récupérer les formes d'organisation que peut se donner le prolétariat dans son combat, et les mettre à son service. Qui plus est, en faisant de la question des formes d'organisation un problème en soi, en polarisant les préoccupations des travailleurs sur cette question, elle se donne un moyen d'escamoter le problème du contenu de la lutte, et par ailleurs de bloquer, de figer à un stade particulièrement faible le processus révolutionnaire. Les formes d'organisation sont une condition nécessaire du développement de ce processus, mais, d'une part, leur surgissement est beaucoup plus le produit spontané de l'action des masses qu'un résultat de l'intervention des révolutionnaires, et d'autre part, une fois ces formes apparues, la continuation du processus révolutionnaire ne se fait plus à leur niveau mais à celui du CONTENU de la lutte. C'est sur ce dernier terrain que l'intervention des révolutionnaires est une véritable nécessité.

A chaque étape franchie par le combat prolétarien les révolutionnaires devront dénoncer ceux qui, présentant ces avances comme des victoires définitives, tenteront d'entraver le développement du processus révolutionnaire.

A chaque étape de la lutte, les révolutionnaires mettent en avant les perspectives historiques et le caractère mondial du combat prolétarien.

La destruction des syndicats n'est qu'un aspect de la destruction globale de l'État capitaliste. Les travailleurs ne pourront développer leur lutte qu'en assumant globalement son véritable contenu, celui du combat historique pour la révolution communiste mondiale.

CCI – mai 1985

[1] Il est fréquent que cette dissolution se produise au travers de tout un processus de décomposition aux formes les plus lamentables. Au fur et à mesure que le noyau de départ voit le nombre de ses membres se réduire jusqu'à ne plus constituer qu'une poignée d'individus isolés, le désespoir le gagne et le précipite dans un activisme affolé qui aboutit souvent à la théorisation d'actions de type individuel : le sabotage, le terrorisme ou même des expériences de "transformation immédiate et locale de la vie quotidienne"... L'Italie qui connut en 1969 les luttes anti-syndicales les plus généralisées parmi les pays occidentaux fut prolifique en prototypes de ces décompositions.

URL source (Obtenu le 21/07/2016 - 16:16): <http://fr.internationalism.org/brochures/syndicats>